



THINK • STIMULATE • BRIDGE

---

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

---

## 2017

---



# Sommaire

<b>Éditorial</b> .....	<b>04</b>
<b>OCP Policy Center en quelques mots</b> .....	<b>06</b>
<b>Nos champs d'intervention</b> .....	<b>08</b>
<b>Think</b> .....	<b>09</b>
Nos publications en chiffres .....	<b>10</b>
Développement à long terme .....	<b>12</b>
Géopolitique et relations internationales .....	<b>24</b>
Agriculture, environnement et sécurité alimentaire .....	<b>32</b>
Économie et finance des matières premières .....	<b>36</b>
<b>Stimulate</b> .....	<b>39</b>
Atlantic Dialogues Emerging Leaders Program .....	<b>40</b>
Programme de stages d'été .....	<b>46</b>
Club de bénévolat .....	<b>48</b>
<b>Bridge</b> .....	<b>49</b>
Conférences, colloques et dialogues stratégiques .....	<b>50</b>
Nos principaux événements .....	<b>55</b>
<b>Notre équipe</b> .....	<b>80</b>
<b>Nos experts</b> .....	<b>82</b>
<b>Liste des publications</b> .....	<b>86</b>

# ÉDITORIAL

Depuis sa création, en 2014, l'OCP Policy Center s'est assigné pour mission de contribuer à la réflexion collective sur les défis qui interpellent le Maroc, le continent africain, et plus largement l'ensemble du Sud. Son ambition, comme tout autre think tank, est de partager et de mettre son travail analytique, sa recherche, son évaluation et ses constats à la disposition des décideurs, des managers, des universitaires et de la société civile.

La livraison de ce rapport 2017 donne un aperçu des séminaires, conférences et autres événements organisés, séparément ou en partenariat avec d'autres think tanks et instituts de recherche de renommée, sur des thématiques d'actualité qui se sont imposées à l'agenda international durant l'année écoulée.

A cela vient s'ajouter plus d'une centaine de publications sur des sujets aussi variés que le marché du travail au Maroc, les questions sécuritaires, la valorisation et la gestion durable des ressources hydrauliques, les défis de la promotion des industries aéronautiques dans les chaînes de valeur mondiales, l'emploi et la globalisation, les investissements chinois en Afrique, les ressources naturelles et les réalités géopolitiques à travers le continent africain, la migration, le développement ainsi que la nouvelle politique américaine.

Les grands chapitres de ce rapport annuel se rapportent au développement à long terme, à l'économie et la finance des matières premières, à l'agriculture comme vecteur de la sécurité alimentaire et préservateur de l'environnement et à la géopolitique régionale et internationale.

Les enjeux des politiques publiques au Maroc restent au cœur de la réflexion de l'OCP Policy Center, qu'il s'agisse des défis de la croissance et de l'emploi, de la cohésion sociale, du développement durable ou encore du positionnement du pays à l'international. Une attention particulière a été accordée aux problématiques de la jeunesse et du genre.

Comme on ne manquera pas de le relever, l'Afrique occupe une place privilégiée dans ce rapport, eu égard à la dynamique générée par le retour du Maroc au sein de l'Union africaine, son intégration dans les mécanismes décisionnels de l'organisation panafricaine et la densification de ses relations bilatérales avec la grande majorité des pays africains, toutes régions confondues.

Dans sa dimension continentale, l'Afrique est présente dans le rapport à travers des analyses couvrant le règlement des conflits qui persistent dans certaines parties du continent, la lutte contre le terrorisme, l'autonomisation de l'Union africaine en matière de paix et de sécurité et le développement économique et social. Sur le plan stratégique, l'accent a notamment été mis, en 2017, sur les complexités de la zone moyen-orientale et son prolongement arabo-persique, l'évaluation des politiques brésilienne et marocaine vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne, le potentiel des rapports triangulaires Maroc-Chine- Afrique et le jeu de pouvoir entre la Chine et les Etats-Unis.

La 6<sup>ème</sup> édition d'"Atlantic Dialogues", événement phare de l'OCP Policy Center, s'est tenue à Marrakech, en décembre 2017, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, avec la participation de plus de 400 invités, parmi lesquels plusieurs ex-chefs d'Etat et de gouvernement, des chefs de diplomatie, des responsables d'institutions internationales, de senior managers de grandes compagnies, de représentants d'organisations internationales et régionales, de chercheurs et de responsables des médias internationaux. La session de cette année a été consacrée au thème de "l'Afrique dans l'Atlantique, le temps de l'action".

La conférence a, encore une fois, associé aux débats nos "Emerging Leaders", représentés par 50 professionnels âgés de 23 à 35 ans, qui ont eu l'occasion durant deux jours d'exposer leurs visions et leurs attentes sur les thèmes choisis.

Loin de faire un bilan exhaustif des activités de l'OCP Policy Center au titre de l'année 2017, le présent rapport se veut une déclinaison des thématiques d'intérêt pour notre think tank, ses domaines d'intervention ainsi que de sa contribution dans la création d'une plateforme d'échange et de partage. Ces intérêts et partage sont, pour nous, une source d'inspiration et un stimulant pour aller de l'avant et nous remettre en cause en permanence.

Le récent classement attribué à l'OCP Policy Center par l'Université de Pennsylvanie (notamment 9<sup>ème</sup> parmi les centres de la région MENA, 15<sup>ème</sup> place au plan mondial pour la qualité de ses conférences et 48<sup>ème</sup> pour la thématique de l'énergie) représente pour l'ensemble de notre équipe une reconnaissance de la place que ce jeune centre occupe sur l'échiquier des think tanks, aussi bien national, régional qu'intercontinental.

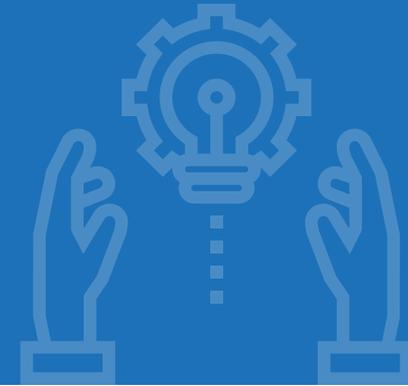
Cette reconnaissance constitue, pour nous, un motif de satisfaction et une incitation à progresser dans l'effort afin de concourir à la promotion d'une culture de dialogue, de partage et d'émulation. Elle appelle, de notre part, de la gratitude envers tous ceux qui y ont contribué.

**Karim El Aynaoui**  
Directeur Général

# **OCP POLICY CENTER** EN QUELQUES MOTS

## Notre ambition

Enrichir la réflexion et l'analyse sur les politiques socioéconomiques au Maroc, en Afrique, et dans les pays du Sud en général.



## Notre approche

Observer, décrypter, analyser et évaluer les politiques publiques.



## Notre mission

Apporter une contribution au développement des compétences et à la promotion du dialogue et de la coopération internationale.



# Nos **champs** d'intervention



## **Développement à long terme**

Cet axe de recherche joint des analyses portant sur des problématiques de long terme, telles que la transformation structurelle et la compétitivité, à celles couvrant des politiques macroéconomiques, que ce soit au Maroc, au niveau régional ou continental. Il propose également des évaluations des politiques publiques de manière générale.



## **Géopolitique et relations internationales**

Ce champ couvre les principaux défis géopolitiques internationaux, tels que la défense, la sécurité et les jeux de puissance, avec un accent particulier sur l'Afrique. Il aborde également le positionnement du Maroc dans son environnement géostratégique.



## **Économie et finance des matières premières**

Ce programme est axé sur les marchés mondiaux des matières premières, avec une analyse des centres de production, de consommation, mais aussi du jeu des acteurs. Il combine des analyses conjoncturelles liées aux évolutions de court terme, de manière générale, aux tendances de long terme et aux dynamiques sous-jacentes.



## **Agriculture, environnement et sécurité alimentaire**

Ce programme de recherche repose sur une approche globale abordant les priorités du secteur agricole, les changements climatiques, la préservation de l'environnement et l'impact de la croissance démographique.



**THINK**

# Nos **publications** en chiffres

Atteignant un total de **112** en 2017, nos publications se déclinent comme suit :

## **45** Policy Briefs

Présentant l'analyse et le point de vue de leurs auteurs sur des sujets d'actualité de portée nationale, régionale ou internationale.

## **12** Books & Reports

Les auteurs, individuellement ou collectivement, livrent leurs analyses dans des livres ou des rapports sur des thématiques stratégiques.

## **4** Research Papers

Ce sont des papiers d'une teneur technique qui impliquent souvent une analyse ou une synthèse d'une thématique ayant trait aux questions internationales à caractère stratégique, politique ou socioéconomique.

## **1** Special Issue in an Academic Journal

Il s'agit d'un article publié dans une revue scientifique spécialisée. Comme toute revue savante, celle-ci est indexée et dotée d'un comité de lecture. Composé de chercheurs-pairs, relevant de la spécialité concernée, ce comité s'assure notamment de la rigueur de la méthode scientifique observée par les auteurs.

## **31** Blog Articles

Rédigés par des auteurs désirant partager leurs opinions sur des sujets importants, suscitant commentaires et débat.

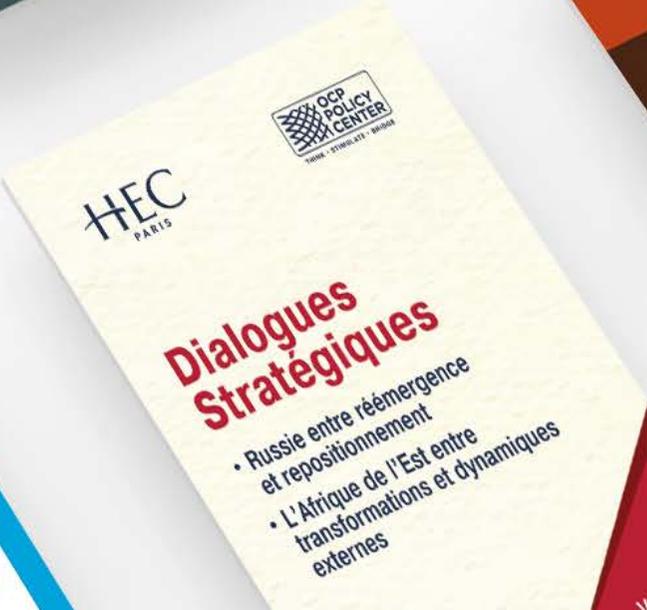
## **18** Policy Notes & Papers

Traitant de sujets complexes au moyen d'analyses empiriques. Les auteurs y présentent les résultats de leurs investigations et formulent des recommandations en matière de politiques publiques.

## **1** International Jobs Report

Retraçant les grandes tendances du marché du travail mondial durant l'année 2017 pour rendre accessible la compréhension des répercussions de la croissance économique sur le marché du travail dans les économies avancées, émergentes et en développement.





# DÉVELOPPEMENT À LONG TERME

« L'identification des moteurs de croissance combinée à la promotion des stratégies susceptibles de stimuler le développement à long terme du Maroc à l'échelle nationale, régionale et internationale sont autant d'objectifs qui s'inscrivent dans la visée d'OCP Policy Center en 2017. En outre, nous vous livrons ci-après les grandes lignes de l'approfondissement d'OCP Policy Center dans l'analyse des dynamiques de l'économie mondiale. »





Dans le monde d'aujourd'hui, les défenseurs classiques du libéralisme et de l'ouverture économiques ont tourné le dos à ces valeurs et ont multiplié leurs critiques contre la mondialisation et ses effets sur la prospérité des nations. Ce paradigme s'est installé avec la nouvelle administration américaine, favorable à une refonte des cadres régissant le commerce international qui, de son point de vue, auraient desservi les intérêts économiques des Etats-Unis. Les frontières économiques américaines se referment et les risques de rétorsion augmentent. Pourtant, la sonnette d'alarme a plus d'une fois été tirée par les instances internationales quant aux conséquences néfastes d'une ruée vers le protectionnisme sur l'activité économique mondiale. Heureusement, cette dernière n'a jamais été aussi dynamique dix ans après la crise de 2008, un élan porté par des politiques macroéconomiques expansionnistes, mais aussi par des facteurs structurels propres à chaque économie. De même, les indicateurs sur le marché du travail sont dans le vert et ne cessent de s'améliorer, bien que des divergences persistent entre pays développés en cours de stabilisation et pays émergents où quelques difficultés subsistent.

En parallèle à ces questions factuelles, induites par le contexte, l'OCP Policy Center prolonge sa réflexion engagée autour des dynamiques de long terme. La problématique de la transformation

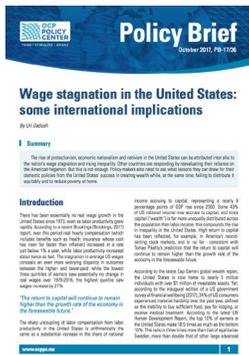
structurelle continue d'occuper une place stratégique dans ses analyses, notamment le rôle que devrait jouer le secteur manufacturier. L'Afrique, qui aspire à une expansion économique plus résiliente face à la volatilité des prix des matières premières, occupe une place importante dans les analyses au niveau de l'axe de développement de long terme. Une industrialisation réussie, gage de développement économique du continent, reste tributaire de la capacité des pouvoirs publics à mobiliser les ressources financières pour surmonter le déficit structurel en infrastructures de base. A l'industrialisation et aux infrastructures s'ajoute une autre clé de réussite de la transformation économique, qui n'est autre que l'intégration économique. Une Afrique faiblement intégrée ne peut réussir son décollage économique tant qu'elle reste limitée à un rôle de relais.

L'espace transatlantique continue de constituer un point essentiel de l'esprit du débat que promeut l'OCP Policy Center, à travers son évènement phare "Atlantic Dialogues". Le rapport « Atlantic Currents » vient pérenniser les réflexions partagées par les participants et concrétiser annuellement la volonté d'une meilleure compréhension des dynamiques sous-jacentes pour accompagner la reconstruction de l'espace. Au titre de l'édition 2017, l'accent a été mis sur les performances du continent en matière de développement économique, de sécurité sociale et de gouvernance.

Le développement d'une connaissance approfondie autour de l'espace atlantique ou régional, de manière générale, ne vient pas aux dépens de la compréhension du contexte et des mécanismes qui forgent le modèle de développement national. Les enjeux de l'économie marocaine demeurent ainsi au cœur des réflexions menées par l'OCP Policy Center, qu'il s'agisse du positionnement du pays sur le plan international, des questions de cohésion sociale, de développement durable ou, encore, de l'égalité de genre. Autant de problématiques qui ont fait l'objet d'analyses extensives à travers des ouvrages et des papiers de recherche qui viennent enrichir l'offre scientifique nationale.

## Le monde

La mondialisation s'est à nouveau imposée, en 2017, comme thème de réflexion privilégié, en raison des bouleversements induits par la politique commerciale des Etats-Unis. La nouvelle administration américaine a, en effet, marqué un nouveau tournant dans le discours officiel de l'Amérique quant aux valeurs consensuelles et fédératrices des économies avancées, en matière d'ouverture et de libéralisme, notamment. Cela constitue une rupture avec l'histoire d'une nation pionnière dans la promotion de ces valeurs, où le « Consensus de Washington » a vu le jour. Plusieurs études ont été menées par notre réseau de chercheurs pour comprendre les causes et les conséquences d'un tel bouleversement.

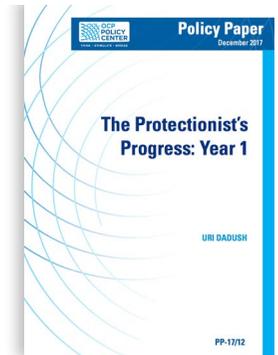


L'élection de Donald Trump, imprégné de doctrine nationaliste sur le plan économique, a certes surpris. Mais ses ressorts étaient prévisibles, comme l'explique Uri Dadush, dans son Policy Brief avec pour titre « Wage Stagnation in the United States: some International Implications ». L'auteur rappelle que les actifs aux Etats-Unis n'ont pas bénéficié, au cours des deux

dernières générations, des dividendes de la croissance, pourtant en hausse continue. Pire, les salaires rapportés au niveau de vie n'ont pas augmenté pour la force de travail non qualifiée. De leur côté, les entrepreneurs engrangent une part de plus en plus importante de la richesse créée. Du coup, la classe moyenne s'érode, les inégalités se creusent et le sentiment d'injustice se répand, souligne l'analyste. C'est l'ouverture commerciale des Etats-Unis, illustrée par son déficit commercial important, qui a été mise en accusation.

Dans un autre article, un Policy Paper, cette fois-ci, intitulé « The Protectionist's Progress: Year 1 », Uri Dadush revient sur les principes fondateurs de la doctrine nationaliste. Ces derniers puisent dans la rhétorique mercantiliste et sont fondés sur le désengagement des accords multilatéraux au profit d'un modèle de négociation bilatérale dont les Etats-Unis, en tant que puissance économique mondiale, pourraient tirer meilleur profit. L'imprévisibilité des Etats-Unis leur permet d'obtenir plus de concessions de leurs partenaires économiques et, finalement, une réduction, comme objectif, des déficits commerciaux, surtout à vis-à-vis des Big Four (Chine, Allemagne, Japon et Mexique). Le programme économique du président Trump s'est rapidement concrétisé par son retrait du Traité de libre-échange transpacifique et son appel à réviser profondément l'Accord de libre-échange nord-américain, qualifié, côté américain, de « pire accord commercial ratifié par les Etats-Unis ».

Dans une analyse intitulée « NAFTA in Play: How President Trump Could Reshape Trade in North America », contenue dans un Blog, le même Uri Dadush affirmait que cet accord n'a guère de chances de perdurer. Une réforme fiscale initiée aux Etats-Unis prévoit la pénalisation des entreprises importatrices et l'exonération des entreprises exportatrices, sous forme d'une taxe d'ajustement aux frontières (Border Adjustment Taxes). Or, cette mesure viole les principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), soutient l'analyste.



D'après l'auteur, la vision de la nouvelle administration s'avère partielle et, surtout, inappropriée pour résoudre les problèmes économiques de l'Amérique. Tout d'abord, la question du déficit commercial n'est plus aussi alarmante que par le passé. Ce déficit ne dépasse pas 3 % du PIB, et demeure soutenable d'un point de vue macroéconomique. D'autant que les importations des Etats-Unis sont, pour moitié, composées de matières premières et de produits intermédiaires. Par ailleurs, les déséquilibres externes ne traduisent pas nécessairement des politiques commerciales non réfléchies, mais plutôt des déséquilibres internes liés, dans ce cas précis, à de faibles taux d'épargne publique et privée. La cause principale des pertes d'emploi et de la dégradation des niveaux de vie des travailleurs, au moins non qualifiés, n'est autre que la répartition internationale du travail. La raison ? Dans les chaînes de valeurs mondiales, les Etats-Unis proposent des activités à forte valeur ajoutée et se positionnent comme centre de gravité mondial dans l'innovation et la R&D. Les développements technologiques en provenance des Etats-Unis sont d'ailleurs à l'origine d'une destruction du travail non qualifié et/ou sa délocalisation vers des pays où il est bon marché.



Ces arguments, avancés par Uri Dadush dans son Policy Brief « [Will America Trigger a Global Trade War?](#) », et partagés par une grande partie de la communauté des économistes, ne trouvent pas écho auprès de l'administration américaine. L'auteur ne cache pas son scepticisme quant à l'avenir du commerce mondial, avec des risques tangibles d'installation de

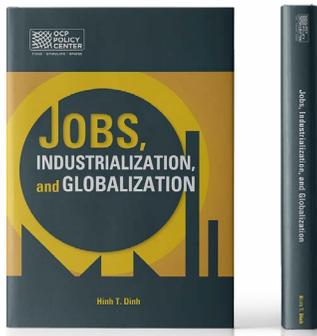
mesures protectionnistes dans les économies avancées, en réponse à l'orientation générale de la politique commerciale américaine. Les stratégies de riposte extérieure peuvent cependant dissuader les Etats-Unis de revisiter leurs traditions libérales. Elles s'ajoutent à des pressions internes, émanant des lobbies des secteurs exportateurs,

qui pressentent une érosion de leur compétitivité et de leur présence internationale, face aux risques de riposte. Le Congrès lui-même, même majoritairement républicain, n'apparaît pas comme un fervent défenseur des politiques nationalistes de l'exécutif.

Ce dérapage vers un monde plus protectionniste ne devrait pas, d'après Uri Dadush, se passer sans remise en question de l'OMC. Ici, l'auteur donne raison à l'administration Trump à l'égard des mesures non tarifaires qui font obstacle aux entreprises américaines, précisément vers la Chine, ou en ce qui concerne l'attitude de l'Allemagne qui ne voudrait pas s'engager dans des politiques de relance économique, susceptibles de soutenir la demande intérieure. Il appelle ainsi l'OMC, dans un nouveau Blog intitulé « [Trade Backlash and the World Trade Organization](#) », à fédérer l'ensemble des parties prenantes et migrer vers un modèle de négociation plurilatéral. L'objectif : traiter la question des barrières non-tarifaires. Les autres puissances économiques doivent prendre le relais et soutenir l'OMC, tout en encourageant les Etats-Unis à ne pas quitter le navire. Il saisit l'occasion pour inviter Washington à repenser sa politique fiscale par exemple, surtout dans son rôle redistributif, défaillant. L'auteur revient, enfin, sur le rabaissement significatif des taxes sur les sociétés, qui s'inscrit dans la continuité des politiques à même de renforcer le clivage social entre le capital et le travail aux Etats-Unis.



Otaviano Canuto, de son côté, enrichit le débat sur la réticence de plus en plus partagée par les économies avancées vis-à-vis de la mondialisation, en la plaçant dans son contexte économique actuel et dans une trajectoire de long terme. Dans un Policy Brief, sous le titre « [Overlapping Globalizations](#) », l'auteur évoque l'essoufflement de la fragmentation des chaînes de production à l'échelle mondiale. D'où la phase de rupture avec la période des années 1990 et 2000, durant lesquelles la croissance du commerce représentait le double de la croissance de l'activité mondiale. Le secteur manufacturier subit des mutations profondes liées à la tertiarisation des économies et le passage à une industrie peu créatrice d'emploi. La Chine représente un cas typique d'économie émergente ayant emprunté une nouvelle trajectoire : les services et la consommation privée sont devenus les moteurs de la croissance, tandis que les manufactures, elles, s'exportent et se relocalisent à l'étranger. Cette analyse recoupe les propos moins pessimistes d'Uri Dadush dans « [The Future of Globalization](#) ». Ce dernier affirme à quel point il sera difficile de freiner le mouvement de la mondialisation, qui est voué à se répandre et à persister. Il appartient, donc, au secteur privé et aux décideurs politiques vigilants de prêter main forte à toutes les initiatives en faveur d'un commerce international plus libre, mais aussi plus équitable.



Pour sa part, Hinh Dinh a consacré un ouvrage, intitulé « [Jobs, Industrialization, and Globalization](#) », au rôle de la mondialisation dans les métamorphoses du secteur manufacturier. Il reste à distance des politiques commerciales



controversées. Les avancées technologiques ne devraient pas, de son point de vue, remettre en cause la place des activités manufacturières dans le processus de développement. Elles sont et devront rester l'unique passerelle entre les activités agricoles et tertiaires hautement productives. La prolifération d'une classe moyenne, gage d'une société démocratique et prospère, est tributaire de la capacité de l'économie à développer son secteur industriel et soutenir une réallocation continue du facteur travail des activités faiblement productives vers celles à productivité élevée. Le bilan des 30 dernières années ne révèle que quelques expériences réussies de pays qui sont parvenus à atteindre le stade d'économie à revenu élevé, ou sont sur le point de le faire. La plupart des pays se font piéger dans « la trappe des économies intermédiaires », avec un secteur manufacturier qui se rétracte au lieu de croître. Cette désindustrialisation à une phase précoce du développement reste le principal défi à surmonter, tout comme dans les économies à revenu faible, avec un besoin encore plus urgent d'investir davantage dans les infrastructures. Otaviano Canuto et Aleksandra Liaplina expliquent ainsi le rôle crucial des investissements en infrastructures. Le paradoxe, selon eux, réside dans l'abondance des capitaux sur les marchés internationaux à la quête de rendement intéressant, dans un contexte où les taux d'intérêt sont exceptionnellement faibles. Dans l'article, un Policy Brief en l'occurrence, intitulé « [Matchmaking Finance and Infrastructure](#) », ces auteurs recommandent une meilleure implication des investisseurs privés et la conception de modèles de financement bien réfléchis.



Les grandes tendances mondiales en matière de croissance et d'emploi ont également attiré l'attention des experts de l'OCP Policy Center, qui ont dressé les perspectives à court et moyen termes de l'économie mondiale. Prakash Loungani, a ainsi abordé dans « [International Jobs Report](#) » l'orientation des principaux indicateurs du marché de l'emploi en 2017

et les perspectives de l'année 2018. Pour lui, le chômage devrait se résorber en 2018 et descendre sous son niveau de 5.7 % de 2017. Malgré tout, des divergences de trajectoires persistent, entre les pays avancés qui se stabilisent à long terme, et les économies émergentes où le chômage demeure élevé et persistant. Ce fait est conforté par la lecture proposée par Uri Dadush de l'économie mondiale, dans son Policy Brief sous le titre « [The Global Outlook and Morocco](#) ». L'analyste précise que l'activité mondiale semble se raffermir davantage en faveur des dynamiques structurelles à l'échelle mondiale mais aussi sous l'impulsion de politiques de relance émanant des Etats-Unis et de la Chine.



Dans une approche plus académique, Tayeb Ghazi a co-écrit un article intitulé « [Growth and Jobs in Developing Economies: Trends and Cycles](#) », publié par le FMI. Ces questions centrales pour les économistes ont été analysées à partir de la loi d'Okun sur un panel d'économies en développement. Les auteurs soutiennent la relation entre les deux variables d'intérêt et annoncent des disparités au niveau de l'échantillon retenu, autour d'une moyenne de 0.2. Cette élasticité signifie qu'une croissance économique ne se traduit pas par une génération d'emploi de manière proportionnelle.

Si le débat est toujours orienté vers les facteurs qui font tourner la roue de l'activité économique ou de l'emploi, la question de la viabilité d'un point de vue environnemental s'avère de plus en plus urgente et séduit davantage les chercheurs. Rim Berahab s'est penchée sur la question de l'intensité carbone de l'économie mondiale, à travers un indicateur de découplage défini comme le rapport entre la variation des émissions de dioxyde de carbone (CO2) et du PIB. Il ressort de son Policy Brief qu'elle a intitulé « [Decoupling Economic Growth from CO2 Emissions in the World](#) » que les émissions de CO2 ont été stables pour la troisième année consécutive, malgré une activité économique

plus dynamique, ce qui augure d'une décarbonisation éventuelle des structures productives.

## Afrique subsaharienne

De par son appartenance à la famille des think tanks du Sud, l'OCP Policy Center s'est, entre autres axes, intéressé, en 2017, à la transformation structurelle du continent et au rôle joué par la Chine dans son développement et à l'intégration régionale.

### L'émergence d'un continent : quels instruments les économies africaines peuvent-elles exploiter pour réussir leur intégration au niveau mondial ?

Dans son Blog intitulé « [African Economies Integrate The New Global Context](#) », Thomas Awazu Pereira da Silva explique comment l'essor des nations asiatiques du Pacifique pourrait inspirer les pays africains souhaitant réussir leur intégration économique, en accélérant la transformation structurelle de leurs économies, dans un contexte mondial en pleine mutation. L'évolution positive des années 2000 a permis à six pays d'Afrique subsaharienne (Mozambique, Rwanda, Angola, Nigeria, Tchad et Ethiopie) de figurer parmi les 10 économies les plus dynamiques du monde. L'Afrique subsaharienne a connu une croissance moyenne de 5 % entre 2000 et 2015, un changement majeur par rapport à la décennie « perdue » des années 1980. L'auteur insiste sur les grands défis posés par l'intégration économique du continent et la croissance inclusive : faiblesse des institutions, défaut de qualification de la main-d'œuvre, instabilité politique, politiques industrielles inadéquates et menaces extrémistes.

## La Chine et l'Afrique

En raison de ses ressources naturelles et de son dynamisme, l'Afrique suscite l'intérêt de nombreux acteurs mondiaux. La Chine poursuit sa stratégie d'investissement massif, privilégiant les ressources naturelles, notamment minières. Dans un Policy Paper sous le titre « [Les investissements miniers chinois en Afrique](#) », **Henri-Louis Védie** souligne une diversification dans les secteurs des transports et de l'énergie, mais aussi des mines (cuivre, fer, manganèse), un secteur qui n'est pas prioritaire pour les Chinois. Les partenariats Afrique-Chine sont de plus en plus conçus dans une perspective « gagnant-gagnant » qui balaie les accusations de prédation ou de « néocolonialisme » à l'égard de la Chine.

Par ailleurs, une étude rédigée par **Françoise Nicolas** avec pour titre « [Les investisseurs chinois en Ethiopie: le 'match' parfait ?](#) », et publiée conjointement avec l'Institut français des relations internationales (IFRI), retrace le développement des relations, souvent cordiales, entre la Chine et l'Ethiopie depuis la chute du régime Derg, en 1991. L'Ethiopie cherche à reproduire l'expérience des pays d'Asie de l'Est tels que Taïwan, la Malaisie ou la Chine, et à attirer les investissements directs étrangers, afin d'accélérer le développement de ses capacités de production. De son côté, la Chine aspire à exporter son modèle de développement, à délocaliser ses activités les plus exigeantes en main-d'œuvre et à promouvoir la connectivité entre l'Asie et l'Afrique. Cependant, du chemin reste à parcourir pour que cette coopération puisse porter ses fruits. La Chine a certes joué un rôle utile en Ethiopie, à travers la création des zones industrielles, le financement des infrastructures et l'incitation des entreprises chinoises à transférer une partie de leur production manufacturière, contribuant ainsi à l'industrialisation du pays. Son pouvoir de transformation économique n'en reste pas moins limité, dans la mesure où les intrants locaux ne sont pas toujours conformes aux normes attendues par les producteurs chinois. En outre, les transferts de compétences qui

peuvent se produire grâce à la mobilité de la main-d'œuvre restent jusqu'ici limités, car les travailleurs sont concentrés dans des emplois peu qualifiés.

## L'industrialisation de l'Afrique au cœur des débats

La recherche sur « [L'élasticité de l'emploi manufacturier et ses moteurs dans les pays en développement et émergents : focus sur l'Afrique subsaharienne](#) », produite par **Abdelaaziz Ait Ali, Tayeb Ghazi** et **Yassine Msadfa**, se penche sur les élasticités emploi-PIB, en fournissant des estimations pour un échantillon d'économies émergentes et en développement, dont 11 pays subsahariens. L'accent y est mis sur le degré d'inclusivité des activités manufacturières par rapport au reste de l'économie, en termes de création d'emplois. En outre, le travail consiste à explorer les déterminants de ces élasticités sur les plans global et manufacturier, en mettant l'accent sur le rôle joué par les variables structurelles, institutionnelles et macroéconomiques. L'étude montre, entre autres, que les élasticités emploi-PIB varient considérablement d'un pays à un autre et d'un secteur à un autre. L'élasticité manufacturière affiche de meilleures performances que l'élasticité globale dans les pays à faible revenu d'Afrique subsaharienne, tandis qu'elle est inférieure à la moyenne dans les économies latino-américaines et asiatiques.

## Afrique-Atlantique : vers un nouvel espace stratégique



L'OCP Policy Center promeut le débat transatlantique dans toutes ses dimensions, repensant ainsi les enjeux de l'Atlantique, au Nord comme au Sud. L'objectif : favoriser une nouvelle construction géopolitique de cette

région stratégique. L'édition 2017 du rapport annuel [Atlantic Currents](#) prolonge les réflexions engagées lors de la conférence annuelle « Atlantic Dialogues », en se focalisant sur les perspectives de développement de l'Afrique dans le contexte atlantique. Il s'agit de repenser les enjeux de l'Atlantique, en faisant porter les points de vue du Sud dans le débat international.

Elaboré par **Abdelhak Bassou**, **Rachid El Houdaigui**, **Mohammed Loulichki**, **El Mostafa Rezrazi**, **Tayeb Ghazi** et **Yassine Msadfa**, le rapport met en évidence les performances du continent en matière de développement économique, de sécurité sociale et de gouvernance. Le premier chapitre, élaboré par **Mohammed Loulichki**, examine « Le partenariat entre l'Afrique et l'Amérique latine : entre sentimentalisme et réalisme ». Il revient sur les liens historiques et culturels qui forgent la relation spéciale entre ces régions du monde, leur potentiel économique et leur contribution « à un nouvel ordre mondial plus représentatif et équitable ». Ce partenariat permettrait à l'Afrique de trouver ses propres solutions avec un point d'appui solide, pour son développement agricole, notamment.

**Abdelhak Bassou** propose, pour sa part, de dédramatiser la question de la migration africaine, souvent décrite, à tort, comme un fléau. Phénomène migratoire qu'il resitue dans son contexte, d'abord et avant tout continental, puisqu'il se joue à 80 % en Afrique, rappelle-t-il. Cinq grands pays d'accueil, qui sont aussi des locomotives économiques, en drainent une bonne partie : l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Kenya et l'Ethiopie. Marginalement axée sur l'Europe, la migration africaine se présente aussi comme une opportunité, pour les pays d'accueil comme pour aussi les pays d'origine, compte tenu des besoins de main-d'œuvre dans les pays européens où la population active décline.

Dans ce contexte, la sécurité et la défense s'avèrent prioritaires pour la coopération transatlantique. L'Afrique est accusée d'être la source de plusieurs dangers, tels que le terrorisme, les trafics d'armes

et de drogue. Mais, on oublie souvent qu'au cours des cinq dernières années, considère **El Mostafa Rezrazi** dans son chapitre intitulé « La nouvelle génération de terrorisme et d'une réponse continentale commune », que les attaques terroristes ont tué près de 20 000 personnes depuis 2012 à travers le continent, outre les dommages causés aux infrastructures et aux performances économiques des pays qui en sont touchés. Selon le Global Terrorism Index, huit groupes armés forts de plus de 52 000 combattants et liés à l'Etat islamique (EI) ou à Al-Qaïda sévissent en Afrique. L'auteur fait le point sur les dispositifs existants et les facteurs qui empêchent l'Union africaine, comme les blocs sous-régionaux (SADC, CEDEAO, G5 Sahel) de réagir plus efficacement. Il dresse un scénario pragmatique qui permettrait une meilleure réponse africaine dans le Sahel.

Les migrations, la sécurité et l'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale posent la question de la « gouvernance maritime » africaine et des mesures qu'elle nécessite. Dans le chapitre consacré à « [L'appropriation par l'Afrique de sa réalité et de son potentiel maritimes](#) », **Rachid El Houdaigui** rappelle que les océans restent des territoires africains largement sous-estimés dans les stratégies de développement. Et ce, malgré l'importance du commerce maritime et de l'activité portuaire en Afrique. Les 23 pays de la façade atlantique représentent ainsi 46 % de la population du continent, 55 % de son PIB et 57 % des échanges économiques. Disputes maritimes et territoriales, essor des menaces (piraterie, banditisme, terrorisme)... Les défis portent aussi sur l'appropriation d'un espace maritime où la présence de puissances étrangères s'avère importante, aussi bien dans la logistique que l'exploitation des ressources naturelles ou la lutte contre la piraterie.



Difficile d'évoquer l'intégration africaine sans se poser les bonnes questions sur la réalité de la convergence à travers les régions du continent et sur les raisons de son absence. Pourquoi la Communauté de développement des Etats d'Afrique australe (SADC) voit-elle son commerce intra-régional s'élever à 20 % du total de ses échanges extérieurs entre 2014 et 2016, un niveau proche de celui de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), contre à peine 5 % dans les pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC)? Inflation, déficit budgétaire, réserves de change... Ce chapitre, rédigé par **Tayeb Ghazi** et **Yassine Msadfa**, fait le point, de manière détaillée, sur la définition des critères de convergence et leur évolution dans les différentes régions africaines. Au final, il donne un aperçu précis du chemin qui reste à parcourir.

Le rapport présente, aussi, une série d'indicateurs d'intégration comparés pour les différentes régions de l'espace atlantique, en partant de groupes sous-régionaux : 23 pays sur les 54 que compte l'Afrique, 30 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, le bloc Amérique du Nord et 32 pays d'Europe - Suisse, Islande, Norvège et Grande-Bretagne incluses. Il en ressort, entre autres, que **l'Afrique ne représente que 2 % du PIB global de la région Atlantique**, contre 10 % pour l'Amérique latine, 44 % pour l'Europe et 44 % pour les Etats-Unis.

## Le Maroc

Les enjeux de l'économie marocaine constituent un des principaux centres d'intérêt de l'OCP Policy Center, qu'il s'agisse du positionnement du pays sur le plan international, des questions de cohésion sociale ou de développement durable. Les changements fondamentaux de l'environnement international auxquels le Maroc doit faire face imposent de repenser et de reformuler son modèle de croissance, basé sur l'expansion de la demande intérieure et son offre exportable orientée vers des marchés traditionnels à faible

potentiel. Dans un contexte d'accentuation des déséquilibres budgétaires et externes, mais également de ralentissement de la croissance des débouchés traditionnels, il paraît crucial d'accélérer la diversification des exportations et de leurs débouchés, de mieux se positionner dans les chaînes de valeur mondiales et de se préparer à affronter la concurrence sur les marchés internationaux de biens et services à forte intensité de main-d'œuvre qualifiée et d'intrants technologiques. Dans ce sens, OCP Policy Center s'est investi autour des possibilités de coopération Sud-Sud, surtout dans les domaines du commerce et de l'investissement. Le triangle Maroc-Afrique-Amérique latine est considéré comme la pointe de l'émergence d'un Maroc diversifié et ouvert sur l'avenir, d'une Afrique nouvelle et d'une Amérique latine en reconstruction institutionnelle.

Dans un Policy Brief intitulé les « [Relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne : quels potentiels pour le commerce et les investissements directs étrangers ?](#) », **Rim Berahab** fait ressortir un volume croissant des échanges, reflet d'une dynamisation continue du processus d'intégration. Une tendance similaire est observée au niveau des investissements directs étrangers, qui ne cessent de croître au cours des dernières années, traduisant la volonté du Maroc de devenir un acteur majeur dans le développement du continent africain. Ces tendances pourraient être renforcées par un cadre réglementaire plus propice, des infrastructures matérielles et immatérielles adéquates, ainsi que des transferts d'expertise, de savoir-faire et de technologies.

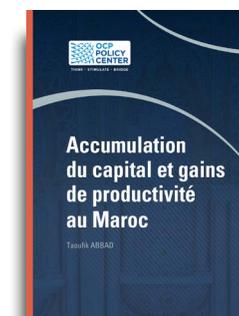
Sous le même prisme analytique, **Sandra Polónia Rios**, **Pedro da Motta Veiga** et **Eduardo Augusto Guimarães**, se sont penchés, dans un Policy Brief, sur les relations Maroc-Brésil. L'article intitulé « [Morocco-Brazil Economic Relations: Current Situation and Strategies for a Deeper Relationship](#) », constate que le commerce est concentré sur quelques produits et se heurte à de fortes difficultés pour se diversifier et passer à des modèles d'intégration avancés.

Pour leur part, Sandra Polónia Rios et Pedro da Motta Veiga, montrent, dans un Policy Brief intitulé « [Road Map for Enhancing Morocco-Brazil Economic Relations](#) », que certains aspects des politiques commerciales et industrielles de chaque pays entravent la réalisation de leur potentiel. En cause, le niveau élevé de protection tarifaire sur de nombreux produits, mais aussi des accords commerciaux qui confèrent des avantages compétitifs à d'autres fournisseurs en concurrence avec le Brésil. Dans ce contexte, la négociation d'un accord de libre-échange entre les deux pays s'avère cruciale, pour assurer aux exportateurs des conditions d'accès avantageuses. Des recommandations sont faites en vue d'accords d'investissements et fiscaux qui restent à négocier, pour faciliter et protéger les investissements et réduire les coûts de transaction. La feuille de route entre le Maroc et le Brésil comprend, également, l'adoption d'agendas économiques complémentaires à l'égard de certains espaces économiques en Afrique subsaharienne (ASS). Le regain d'intérêt manifesté pour l'Afrique se trouve au cœur de la politique de coopération Sud-Sud des deux pays. Les stratégies du Brésil et du Maroc à l'égard de l'Afrique subsaharienne montrent des défis convergents et un espace ouvert à des initiatives bilatérales, et ce d'autant plus que les spécialisations sectorielles et géographiques des deux pays s'avèrent complémentaires. Seul obstacle, cependant : les évolutions différentes des approches des deux pays à l'égard de l'ASS. Côté marocain, une priorité croissante est accordée à la diversification des partenariats. Le Brésil, quant à lui, a suivi, depuis 2010, une tendance à la « retraite » de sa politique africaine, amorcée sous la présidence de Lula da Silva et poursuivie jusqu'à présent. La coopération avec le Maroc sur certaines initiatives en Afrique de l'Ouest et de l'Est pourrait être, pour le Brésil, l'une des pistes susceptibles d'inverser la tendance.

Au-delà des relations avec le Brésil, les chaînes de valeur mondiales peuvent aussi offrir de nouvelles opportunités, comme le soulignent Larabi Jaidi et Yassine Msadfa dans « [La complexité de la remontée](#)

des chaînes de valeur mondiales : cas des industries automobile et aéronautique au Maroc et en Tunisie ». Les auteurs passent au crible les interdépendances sectorielles et géographiques des multinationales, le potentiel d'implication des entreprises locales, ainsi que les articulations complexes entre innovations technologiques et organisationnelles, espaces géographiques et cadres sociopolitiques. Autant de questions clés pour le positionnement, la capture de la valeur, la pérennisation et la promotion de ces entreprises dans les chaînes de valeur mondiales. Le déploiement de ces chaînes n'est pas un objectif en soi, mais plutôt un levier de transformation structurelle, de compétitivité et d'une croissance solide.

La compétitivité ne peut se limiter, cependant, à la composition des coûts et des prix. D'autres facteurs ont pris de l'importance, notamment la gamme et la qualité de l'offre exportées. A ce propos, Taoufik Abbad explique, dans un ouvrage sur le thème « [Accumulation du capital et gains de productivité au Maroc](#) », que cette équation reste décevante. Malgré l'accumulation du capital depuis les années 2000, les gains de productivité n'augmentent pas à un rythme soutenu, entravant la transformation de la base productive.



Bien que le Maroc connaisse un certain niveau de développement social et économique, cette croissance n'évolue pas en parallèle avec les réformes sociales requises. Ainsi, les insuffisances de la gestion des revendications sociales persistent et contribuent à une fragilisation de la cohésion sociale. Sans celle-ci, le développement du pays pourrait être considérablement contrarié. Abdallah Saaf, relève cette problématique dans le livre « [Cohésion sociale, institutions et politiques publiques](#) » où il analyse le rôle des institutions dans le maintien de la stabilité sociale ainsi que dans l'évolution de la croissance.

Cette question de la transformation structurelle de l'économie reste essentielle, en termes de cohésion sociale et de développement durable. L'emploi et l'inclusion sociale correspondent à un besoin vital des populations, ainsi qu'à une forte attente des jeunes diplômés (voir « [Cohésion sociale, institutions et politiques publiques](#) »). L'inadéquation persiste entre les compétences et les besoins du marché du travail, avec un taux de chômage d'environ 20 % des jeunes diplômés (voir [Thomas Awazu Pereira da Silva](#) dans « [High and Persistent Skilled Unemployment In Morocco: Explaining it by Skills Mismatch](#) »).

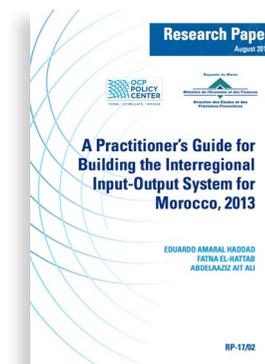


En outre, le recul de la participation des femmes sur le marché du travail fait obstacle à leur autonomisation. Or, celle-ci est favorable à la croissance, comme il est souligné dans l'ouvrage intitulé « [Égalité de genre, politiques publiques et croissance économique au Maroc](#) ». Coordonné par [Rim Berahab](#) et [Zineb Bouba](#), avec l'appui technique de [Pierre-Richard Agénor](#), l'ouvrage offre un diagnostic exhaustif de l'évolution des inégalités de genre en termes d'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé et aux infrastructures. L'analyse économétrique des contraintes qui pèsent sur la participation des femmes au marché du travail s'ajoute à une évaluation des politiques publiques en termes de genre, afin de cerner les efforts déployés pour assurer un accès équitable des femmes et des hommes à leurs droits civils, politiques, économiques et sociaux.

Les déséquilibres sur le marché du travail national continuent de faire l'objet d'analyses approfondies de la part de notre think tank. [Uri Dadush](#), dans un Policy Brief intitulé « [Jobs in the Middle East North Africa and the Moroccan case](#) » revient sur les défis que le Maroc devrait relever par rapport au marché du travail. Il précise que la pression démographique est amenée à se résorber progressivement

dans les années à venir suite, notamment, au recul de la fertilité depuis 2000. Ce constat est à relativiser devant une croissance économique moins intense en facteur travail et qui est soumise à des contraintes liées au rôle de la technologie et du capital dans la substitution au facteur travail, matérialisée par des gains de productivité élevés sur la dernière période. Il appelle, dans ce sens, à accorder plus d'importance au secteur tertiaire qui continue d'être le principal pourvoyeur d'emploi, à l'image du tourisme, au lieu de se focaliser sur le secteur manufacturier et à ouvrir des négociations avec des économies qui ont un besoin en main-d'œuvre, pour une immigration plus ordonnée.

Dans le cadre d'un projet visant à fournir une source d'informations sur la structure des économies régionales, pour contribuer à l'élaboration des politiques régionales, OCP Policy Center, en partenariat avec la Direction des études et des prévisions financières relevant du ministère de l'Économie et des Finances, a développé une matrice interrégionale retraçant les interdépendances sectorielles. « [A Practitioner's Guide for Building the Interregional Input-Output System for Morocco](#) » est un guide élaboré par le Professeur [Eduardo Amaral Haddad](#), [Fatna El Hattab](#) et [Abdelaaziz Aït Ali](#), disponible en [ligne](#). Cette matrice contribuera à l'évaluation de nombre de politiques et à l'observation de tendances socioéconomiques liées aux régions.



## Moyen-Orient

La reprise économique de 2017, observée en Occident, est restée timide pour la région MENA. Le contexte est marqué par des tensions politiques et de faibles cours du pétrole. Par conséquent, les perspectives économiques de la région restent très incertaines, selon Uri Dadush. C'est le constat qu'il livre dans un Policy Brief avec pour titre « [The Global Outlook and Morocco](#) ». L'inertie des dernières années témoigne des défaillances structurelles des économies de la région. Quelques-unes de ces défaillances ont été abordées par le même auteur dans un autre Policy Brief intitulé « [Jobs in the Middle East North Africa and the Moroccan case](#) », dans lequel il s'est intéressé aux problèmes des marchés du travail dans la région. Alors que les pays importateurs de pétrole (notamment le Maroc, la Tunisie et l'Égypte) peinent à créer suffisamment d'emplois, en particulier pour les jeunes, les pays du Golfe, exportateurs, sont confrontés à de faibles taux de participation de leurs ressortissants à la vie active, en raison d'une présence massive de main-d'œuvre étrangère.

D'après l'auteur, cette situation représente une entrave pour le processus de diversification des économies du Golfe, impératif dans l'optique de l'Accord de Paris sur le changement climatique. C'est l'idée développée par Simone Tagliapietra dans son article « [The Political Economy of Middle East and North Africa Oil Exporters in Times of Global Decarbonisation](#) » qui a fait l'objet d'un chapitre dans l'ouvrage co-publié avec l'Institut Bruegel intitulé « [Towards EU-MENA Shared Prosperity](#) ». En effet, l'auteure considère que la décarbonisation devrait inciter les exportateurs de pétrole de la région MENA à réduire leur dépendance de la manne pétrolière et à accélérer le processus de transformation structurelle. Ce qui implique d'orienter leurs investissements souverains vers de nouveaux secteurs porteurs, au lieu des activités de spéculation financière ou immobilière. Dans le même objectif, Marion Jansen et Mario Filadoro appellent dans le deuxième chapitre, « [Towards EU-MENA Shared Prosperity](#) », à une intégration poussée des PME de la région dans les chaînes de valeurs mondiales. La question soulevée est de savoir si les réussites d'intégration dans certains secteurs d'activité, en l'occurrence l'automobile au Maroc et l'industrie pharmaceutique en Jordanie, peuvent se dupliquer dans d'autres secteurs d'activité et avec d'autres partenaires commerciaux.

# GÉOPOLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES

« OCP Policy Center a inscrit son intérêt dans les domaines des relations internationales, de la géopolitique et de la sécurité/défense, et ce dans l'objectif de concourir à la pacification des relations internationales, d'autant plus que le rapport de ces domaines avec les autres axes de recherche de l'OCP Policy Center est ancré dans une relation d'interdépendance. »



Terrorisme, isolationnisme, populisme, nouvelles formes de guerre, migrations et crises diverses caractérisent, depuis la fin de la Guerre froide, des relations internationales qu'aucun qualificatif ne peut fructueusement décrire. Anarchique est leur caractère ontologique, lorsque anarchie signifie l'absence d'une souveraineté qui s'impose aux autres souverainetés. Mais, les relations internationales sont de nos jours caractérisées par une anarchie ayant une autre signification ; celle de l'absence de sens et de régulation.

L'ordre unipolaire imaginé par Francis Fukuyama qui prônait la victoire des démocraties capitalistes et la prédominance sur le monde de la puissance américaine, s'est vite éclipsé avec le retrait déguisé prôné par Obama à travers sa fameuse doctrine de (lead by behind). Il fut confirmé d'une manière plus triviale par l'America First et l'isolationnisme populiste de Donald Trump.

D'autres paradigmes ont montré le bout de leur nez mais ont vite fait de disparaître. Multipolarité, avec l'illusion d'émergence de certaines nouvelles puissances, et la (zéro-polarité) après leur désintérêt pour les grandes questions qui secouent le monde n'ont duré que le temps d'être prononcées.

Consternées par les désastreuses mésaventures du "Printemps arabe" et les chaos générés en Syrie, en Libye et au Yémen, les anciennes puissances de ce qui s'appelait jadis l'Occident ont vite fait d'abandonner les valeurs qu'elles défendaient et voulaient imposer au reste du monde pour se confiner à une seule exigence : la stabilité. Craignant, d'ailleurs, l'avènement d'un Printemps africain, ces puissances n'exigent plus de gouvernance démocratique mais de la simple bonne gouvernance, quelle que soit sa nature, elle est bonne, si elle permet la stabilité. Un concept renaît de ses cendres, celui de

la dictature éclairée. Ces puissances ne conservent que leurs réflexes mercantiles, laissant d'autres entités prôner d'autres doctrines de gouvernance. La Russie de Poutine, la Turquie d'Erdogan, l'Iran de Rouhani et l'Arabie de Mohammed ben Salmane Al Saoud remplissent le vide et installent, au nom de la souveraineté des Etats, une sorte de «Fais-ce-que-tu-veux-chez-toi-tu-es-souverain», en réduisant la communauté internationale à un rôle de témoin.

Au Moyen-Orient, on intervient avec une stratégie où le mot clé est improvisation et indécision. Aussi bien Obama que Trump, et derrière eux les autres, n'ont jamais pu savoir décider s'ils veulent que Bachar Al Assad reste ou quitte le pouvoir. Ils n'ont jamais su clairement si eux-mêmes vont rester ou partir de Syrie.

En Afrique, l'Europe multiplie, sans vision ni coordination, les initiatives de lutte contre le terrorisme sans résultats notables. Le fléau semble même se renforcer. La Russie y trouve une aubaine pour revenir forte de son expérience en Syrie.

Les publications de l'OCP Policy Center qui, en 2017, se sont penchées sur cette atmosphère des relations internationales, notamment en Afrique, n'ont pas manqué de relever le caractère complexe de ces dernières.

Le large panel de sujets traités par les chercheurs du think tank, allant de l'économie à la géopolitique, en passant par la politique et sécurité, s'est attelé aux réalités du monde et des courants qui le traversent. Les publications de l'OCP Policy Center ont analysé l'évolution des stratégies de certains pays ou entités, comme elles ont tenté de dessiner l'impact régional et transnational de certaines autres stratégies sur le globe et les régions.

## Afrique

Les différentes publications se sont, en grande partie, focalisées sur le développement du continent, aussi bien à travers une quête d'autonomie stratégique qu'au moyen d'une exploitation plus rationnelle de ses ressources.

L'Afrique a vécu, en 2017, le retour du Maroc au sein de l'UA. Ce retour est traité par **Abdallah Saaf** dans son Policy Brief sur le « **Grand retour du Maroc à l'Union africaine** ». L'auteur interroge avec lucidité les enjeux et les défis de ce tournant historique dans ses dimensions socioéconomiques, politiques et sécuritaires. Il précise, également, que les défis structurels auxquels l'Afrique fait face ne peuvent être surpassés que par des mesures conciliant harmonieusement, collaborations mutuelles, réformes institutionnelles et une volonté commune d'assurer le développement économique.

Cet effort de développement est aussi fonction du degré d'autonomie stratégique. **Rachid El Houdaigui** se penche sur la question dans le sillage, suite à la **conférence internationale APSACO**, sur le thème « **Union africaine : quelles options d'autonomie stratégique possibles ?** ». Il souligne que les pays africains sont invités à impliquer davantage la société civile et le citoyen africain dans le processus de prise de décision en vue de garantir "l'autonomie stratégique" du continent et, par conséquent, son développement dans un monde changeant.

Le développement du continent dépend également de l'exploitation rationnelle des ressources inestimables dont il dispose. Dans son Policy Brief sous le titre « **Ressources naturelles et réalités géopolitiques de l'Afrique** », **Abdelhak Bassou** évoque la nécessité de remédier aux différentes formes de conflictualité liées aux ressources naturelles, en adoptant une vision stratégique commune et une solidarité continentale profitable à tous. L'auteur y souligne, aussi, la question des disparités sociales et la nécessité de redistribution équitable.

## Les relations Sud-Sud

Qu'il s'agisse de relations entre pays africains ou entre l'Afrique et d'autres pays, tels que le Brésil, la Chine ou l'Inde, les publications de l'OCP Policy Center ont interrogé la place du Maroc dans ces dynamiques et prospecté l'avenir et le devenir.

Le Policy Paper « **Brazilian and Moroccan policies for sub-Saharan Africa: Description and some Elements of Assessment** », co-rédigé par **Pedro Da Mota Veiga** et **Sandra Polonia Rios**, s'intéresse aux activités et stratégies de coopération Sud-Sud entre le Maroc, le Brésil et l'Afrique subsaharienne. Les auteurs y développent, chiffres et statistiques à l'appui, les potentialités et les challenges qui encadrent cette triple relation. Ils recommandent que le Maroc définisse sa propre position au niveau local devant les défis qu'il rencontre face à la mondialisation, avant de pouvoir définir sa position à l'échelle internationale.



La Chine qui, depuis le début du siècle, s'ancre dans la réalité économique africaine, et le Maroc qui renforce ses orientations sur le continent avec une vision stratégique, gagneraient à collaborer et à organiser conjointement leurs actions en Afrique, en usant de leurs atouts respectifs. Dans cette optique, **Fathallah Oualalou** propose les perspectives et la pertinence d'un partenariat agroalimentaire entre les deux pays. Il trace les contours du projet dans son Policy Paper consacré au thème « [Chine-Maroc-Afrique, un partenariat agroalimentaire novateur](#) ».

Toujours au sujet de la Chine, **Françoise Nicolas**, dans une note de l'IFRI, intitulée « [Chinese Investors in Ethiopia : The Perfect Match?](#) » construit son analyse autour des projets de développement et des activités d'investissement de la Chine dans la région, en développant les opportunités et les obstacles qui les accompagnent.

L'année 2017 a également été marquée par le renforcement de la relation bilatérale entre le Maroc et l'Inde. Dans ce cadre, **Ihssane Guennoun**, à travers son Blog « [India-Morocco Ties: Looking at Cooperation from an Agricultural Perspective](#) », présente les grandes lignes des relations économiques entre les deux pays avec comme volet principal, le secteur de l'agriculture, et met en valeur les intérêts communs et complémentaires d'un partenariat "win-win".

Sur un tout autre registre, **Mohammed Loulichki**, dans son Policy Brief sous le titre « [Lorsque la politique occulte l'indépendance de la justice sud-africaine](#) », développe une réflexion sur la décision de la Haute cour sud-africaine visant le maintien sous séquestre d'une cargaison marocaine destinée à la Nouvelle-Zélande. L'auteur axe son analyse sur les failles juridiques du dossier, en dressant un panorama récapitulatif des faits.

## Etats-Unis et Chine

La relation entre Washington et Pékin a toujours fait l'objet de rebondissements diplomatiques et politiques épineux. Dans ce jeu de force, les deux pays cherchent à s'imposer comme de super-puissances économiques dans un monde en mouvement constant.

Dans un papier publié conjointement par l'IFRI et l'OCP Policy Center sous le titre « [Les Etats-Unis face à la Chine de Henry Kissinger à Donald Trump](#) », on retrouve une frise chronologique des événements qui ont le plus marqué la relation sino-américaine depuis 1970. **Laurence Nardon** invite, dans ce papier, le lecteur à une réflexion quasi-irrésistible sur le devenir de cette relation Nord-Sud et ses impacts sur les deux hémisphères, surtout avec la venue au pouvoir de Donald Trump. A cet effet, le locataire de la Maison-Blanche n'a pas caché sa volonté de rééquilibrer les relations commerciales entre les deux pays afin de donner aux Etats-Unis d'Amérique le statut de leader économique incontestable dans le monde.

## Paix et sécurité

Le monde d'aujourd'hui fait face à une dynamique qui évolue suivant des courants relatifs aux besoins économiques, sécuritaires, et politiques. Cependant, la défense reste au cœur des débats. **Rachid El Houdaigui** traite de la question dans son Policy Brief intitulé « [La défense à l'heure des adaptations nécessaires](#) ». Pour l'auteur, le débat sur la défense est plus que jamais d'actualité dans un contexte mondial évolutif, animé par la reconfiguration continue des équilibres géostratégiques et par le poids des conséquences de la crise économique et financière sur le budget des Etats. Il se demande si les politiques de défense seront adaptées à leurs tâches futures et si les stratèges des états-majors auront les moyens suffisants pour négocier efficacement le processus d'adaptation.

Pour l'auteur, l'adaptation exigera une transformation managériale capable de mettre en correspondance un triangle d'enjeux, d'assurer l'interaction défense et sécurité, de renforcer la R&D civilo-militaire et de moderniser la défense par le partenariat international.

**Abdelhak Bassou**, dans son Policy Brief intitulé « Architecture africaine de paix et de sécurité : pertinence dans la conception et difficultés dans les réalisations », questionne l'efficacité de l'architecture institutionnelle mise au point par l'UA pour contenir les menaces grandissantes dans la région, afin d'assurer une prospérité économique durable et considère, dans ce sens, le retour du Maroc au sein de l'UA comme "un plus sur lequel l'UA peut capitaliser pour améliorer ses structures".

Sur le plan sécuritaire toujours, et dans le cadre d'une note publiée conjointement par l'OCP Policy Center et l'IFRI, intitulée « Qu'est-ce qu'une bonne réforme du secteur de sécurité ? », **Aline Leboeuf** fait le point sur l'ensemble des conditions nécessaires pour mener à bien la réforme du secteur sécuritaire (RSS), en proposant un répertoire d'actions adéquates et diversifiées. Elle insiste, notamment, sur les pratiques de bonne gouvernance, l'importance du recrutement d'acteurs compétents et l'adoption d'une vision stratégique durable et pragmatique.

La sécurité et le développement économique constituent-ils les deux faces d'une même médaille ? C'est pour tenter une sorte de réponse à cette question que revient **Abdelhak Bassou** dans une publication intitulée « Développement et/ou sécurité : enjeux de la relation entre l'Union Européenne, le Maghreb et le Sahel ». Il démontre, à travers l'exemple de deux grands producteurs africains d'hydrocarbures, la Libye et le Nigeria, que richesse ne mène pas toujours à sécurité, et vice versa. Cette équation témoigne de la complexité des réalités locales propres à chaque pays, illustrant ainsi, qu'il serait préférable pour l'UE d'adopter une politique de voisinage personnalisée et non pas uniforme.

Suivant cette même logique, les pays africains se doivent de réformer les méthodes de gestion des affaires politiques et administratives, en favorisant une approche participative locale et inclusive, comme le souligne **Sara Hasnaa Mokaddem** dans son Blog intitulé « Perspectives politiques du futur de l'Afrique : renforcement de la gouvernance démocratique pour répondre durablement aux défis de développement et de sécurité ».

Le terrorisme islamiste déploie son spectre dans le monde. Une menace protéiforme dont les conséquences sont redoutables et qui se traduisent par un sentiment de malaise généralisé. Terrain propice pour la prolifération des groupes extrémistes, l'Afrique est l'un des continents concernés par la problématique du terrorisme.

Auteurs d'un Policy Brief avec pour titre « Le Sahel face aux tendances Al-Qaïda et Daech : quel dénouement possible ? », **Ihssane Guennoun** et **Abdelhak Bassou** analysent les enjeux et les conséquences de la menace terroriste au Sahel, perpétrée principalement par ledit Etat islamique, Al-Qaïda, ainsi que par d'autres cellules terroristes actives dans la région, en dressant un comparatif de leurs dynamismes idéologiques et aspirations politiques respectifs. Nos deux experts mettent, également, l'accent sur les mécanismes déployés par les membres du G5 Sahel, conjointement avec d'autres pays à l'échelle internationale, en vue d'assurer la sécurité dans cette zone géographique du continent africain.



Du fait de sa composition territoriale complexe, et son atmosphère géopolitique symptomatique, la région du Sahel a fait l'objet d'un Policy Brief sous le titre « L'Etat, les frontières et le territoire au Sahel : cas du G5 Sahel », où Abdelhak Bassou analyse minutieusement la nature des conflits et des défis que subissent les différents gouvernements locaux, en interrogeant les notions d'Etat, de frontières et de territoire.

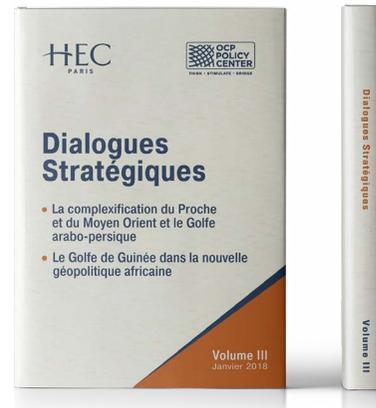
Le même auteur revient sur la question du terrorisme dans un Policy Brief intitulé « Combattants terroristes étrangers : le temps des retours », en décryptant le processus d'endoctrinement utilisé par les groupes islamistes dans leur phase de recrutement, tout en exploitant certaines pistes de mesures visant la réintégration, quoique difficile, d'anciens djihadistes, le tout, dans un contexte marqué par l'affaiblissement des organisations terroristes au Moyen-Orient.

Pour Christopher S. Chivvis, auteur du livre intitulé « Challenges for Counter Terrorism Cooperation in North Africa », les États-Unis et l'Europe partagent un intérêt commun face aux menaces terroristes croissantes en provenance d'Afrique du Nord. L'émergence de l'Etat islamique (EI) en tant que force dans la région - notamment en Libye, mais aussi en Egypte et dans une moindre mesure en Tunisie, en Algérie et au Mali - est une véritable source de préoccupations. Le défi d'EI est aggravé par la persistance d'organisations terroristes plus anciennes, aussi bien locales que les diverses "Ansar al Sharia" de la région, ainsi que par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), filiale locale d'Al-Qaïda. Même si l'organisation EI a été la cible des efforts de nombreux acteurs pour la déloger de son refuge à Syrte, le long de la côte libyenne, le nombre, potentiellement élevé, de ses combattants continue de menacer la sécurité régionale.

L'EI et d'autres groupes continuent, également, de menacer les intérêts régionaux des États-Unis et de l'Europe, tout en contribuant à la crise migratoire en Europe, par la voie de la Méditerranée centrale. À ce jour, les groupes terroristes de l'Afrique du Nord constituent un défi évident pour la sécurité transatlantique, alors même que d'autres

questions au Levant et en Europe de l'Est absorbent l'essentiel de l'attention des décideurs.

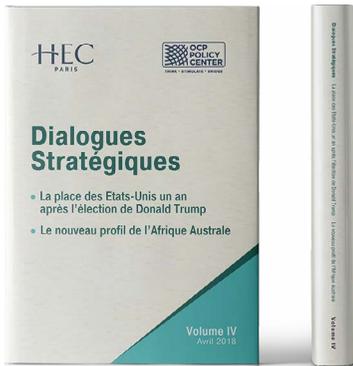
## Dialogues stratégiques



En avril et octobre 2017, le partenariat stratégique entre HEC (Géopolitique) et OCP Policy Center a permis l'organisation de deux événements qui ont abouti à la publication des 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> éditions de « Dialogues stratégiques ». Dans la première partie du 3<sup>ème</sup> Volume, consacrée à la complexification de la zone du Proche et Moyen-

Orient et du Golfe arabo-persique, les auteurs ont partagé l'idée que la redistribution de la donne géopolitique au Moyen-Orient a été le point d'orgue d'une année où la région a connu plusieurs bouleversements. Ils ont souligné qu'il convenait alors de considérer la nouvelle équation tant géopolitique, par les jeux d'alliance et de mésalliance qui s'opèrent, que militaire, avec la hausse continue des achats d'armements dans la région. Cette partie analyse les acteurs, les enjeux et les faits de ce nouveau nœud moyen-oriental.

La deuxième partie traite du Golfe de Guinée dans la nouvelle géopolitique africaine. Les auteurs s'y sont penchés sur une Afrique qui, pour eux, reprend peu à peu sa place centrale dans le monde. Tant par l'émergence économique de certains pays africains que par l'explosion démographique que connaît le continent. Il est ici souligné que l'Afrique connaît de nouvelles données géopolitiques qu'il convient d'analyser. Le Golfe de Guinée a été pris pour l'exemple parfait des enjeux et des nouvelles données socioéconomiques africaines.



Dans la première partie du Volume 4, consacrée à « La place des Etats-Unis un an après l'élection de Donald Trump », les auteurs décortiquent cette question en soulevant les inquiétudes de la communauté internationale et en s'interrogeant sur la place des Etats-Unis sous l'ère du président républicain,

aussi bien sur le plan économique que sur le plan géopolitique, et se demandent si le président américain a tenu sa promesse de rendre sa grandeur à l'Amérique. Les différents paradoxes de la politique intérieure du pays n'ont pas échappé à l'analyse des auteurs qui se sont interrogés sur les stratégies à adopter par les Européens et autres acteurs de la scène mondiale. Certains auteurs se sont également intéressés aux relations Etats-Unis/Russie et Etats-Unis/Europe, en soulignant leur évolution entre tension et coopération. D'autres contributeurs au titre de cette première partie du Volume 4 ont assuré des développements dans lesquels ils ont décortiqué la stratégie américaine au Moyen-Orient et en Afrique.

La 2<sup>ème</sup> partie du 4<sup>ème</sup> Volume a traité de l'Afrique australe. Les auteurs y ont traité de la « South African Development Community » (SADC). Cette deuxième partie est constituée d'articles où les auteurs s'interrogent quant au positionnement de l'Afrique du Sud en tant qu'hégémonie dans cette région, et aux conséquences économiques de cette tendance.

Le positionnement entre les acteurs asiatiques (Chine, Japon et Inde) dans cette région, et la compétition grandissante entre ces derniers, ont, par ailleurs, été analysés par les auteurs. Enfin, la thématique des enjeux maritimes de la région a été évoquée dans un article sur le Canal du Mozambique.

## Enjeux politiques du secteur de l'industrie

Il convient, à ce propos, de noter certains éléments indispensables à ces mutations, tels que les produits énergétiques et d'autres commodités essentielles à la redistribution de la balance des enjeux politiques du secteur de l'industrie. L'une des commodités en question est l'acier. C'est le sujet que traite Yves Jégourel dans un Policy Brief intitulé « Multilatéralisme: quelle résonance (géo) politique pour l'acier? ». L'auteur y affirme que si les produits énergétiques sont au cœur des relations géopolitiques, d'autres « commodities » ne peuvent être négligées pour expliquer certaines évolutions des scènes économique et politique internationales. L'acier compte parmi celles-ci, et ce depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle. A la question de savoir ce qu'il en est de nos jours, Yves Jégourel répond que dans un contexte d'une demande interne atone, l'expansion considérable de la production chinoise, mais également de ses exportations, pèsent lourdement sur la santé des sidérurgistes « historiques ».

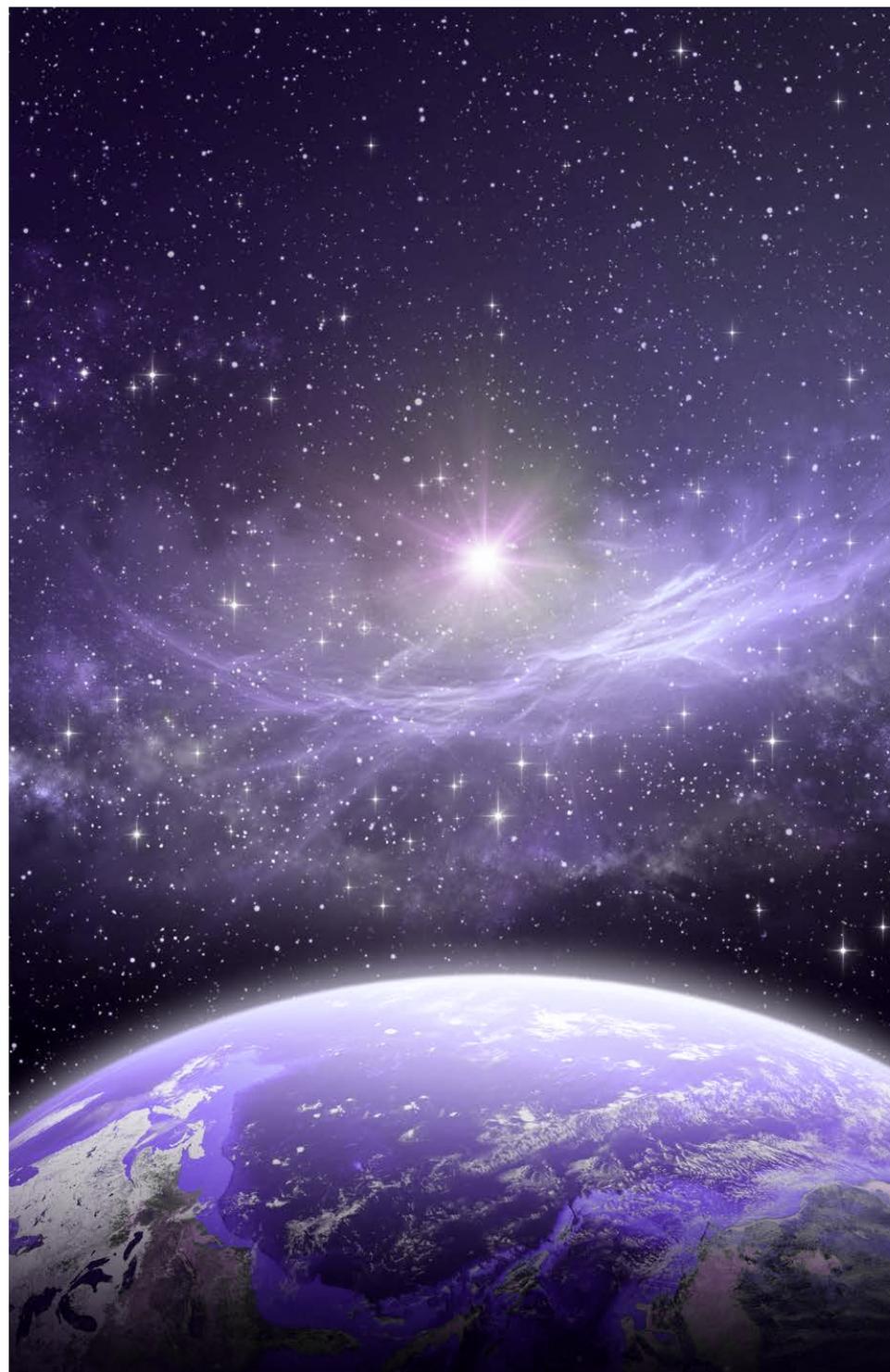
Des mesures anti-dumping ont ainsi été adoptées aux Etats-Unis, en Europe ou, encore, au Maroc, dans le but de restaurer la compétitivité des industries locales sur les marchés nationaux. L'auteur arrive à la conclusion selon laquelle il appartient aux autorités compétentes de juger de la légitimité de telles mesures, mais force est de constater toute l'importance des enjeux politiques dans ce domaine, qu'ils soient nationaux ou internationaux.



## Numérisation du secteur spatial : Le monde vu du ciel

Dans un papier publié conjointement par l'IFRI et l'OCP Policy Center, intitulé « New Space : l'impact de la révolution numérique sur les acteurs et les politiques spatiales en Europe », **Laurence Nardon** souligne que comme la plupart des industries « traditionnelles », l'industrie spatiale est depuis plusieurs années confrontée aux défis du numérique. L'auteur soutient que l'industrie spatiale européenne fait ainsi face à de nouveaux acteurs venus du numérique, principalement américains, start-ups ou géants de la Silicon Valley tels que les GAFAM. Ces derniers utilisent de nouvelles méthodes telles que le recours accru aux financements privés, des cycles de décision et de production plus rapides et un rééquilibrage des priorités entre concepteur et client.

L'auteur poursuit, en affirmant que la révolution numérique présente des caractéristiques supplémentaires en ce qui concerne le spatial. En effet, ce ne sont pas seulement les processus qui sont modifiés, mais également le type de services qui transitent par les satellites. Par exemple, les satellites de télécommunications (satcom) passent de la distribution de chaînes de télévision vers la distribution de bande passante pour la diffusion des contenus numériques.



# AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Moyennant un flux important de travaux et de publications, l'OCP Policy Center s'est penché sur les problématiques et défis liés au développement agricole et à la sécurité alimentaire ainsi qu'aux enjeux environnementaux.



Pilier du développement des économies et des sociétés africaines, le secteur agricole a poursuivi – en 2017 – la trajectoire d'une croissance, œuvrant à transformer les espaces ruraux, impulser la croissance économique et à améliorer le niveau de vie dans le continent. Malgré le chemin parcouru, un sentiment d'insatisfaction est partagé par l'ensemble des parties prenantes à la révolution verte en Afrique.

Pour réaliser l'immense potentiel de création de richesse résidant dans les chaînes de valeurs agricoles, via le développement d'un secteur de l'agrobusiness compétitif sur le plan international, les défis à relever ne sont pas moindres.

Capitalisant sur leurs expériences en matière de mise en œuvre de projets de développement agricole, de gouvernance des institutions, publiques ou privées ou, encore, de travaux et résultats de recherche, les acteurs du monde agricole s'accordent sur la nécessité d'améliorer les politiques publiques pour atteindre leurs ambitions.

Pour l'OCP Policy Center, l'année 2017 a été riche en profondes réflexions sur les manières dont les politiques publiques, au niveau économique, en général, et du secteur agricole en particulier, peuvent être mieux adaptées et plus efficaces dans l'amélioration du bien-être. La principale cible des politiques publiques demeure la productivité agricole. Nombre d'auteurs la considèrent comme la pierre angulaire de tout progrès économique et social, plus spécifiquement dans les pays en développement. A l'instar de **Mohammed Rachid Doukkali** et **Tharcisse Guèdègbé** qui dans leur Policy Brief intitulé « *Relance de la productivité agricole en Afrique : l'espoir d'une sécurité alimentaire* », se sont interrogés sur la dynamique de ce facteur crucial pour le continent.

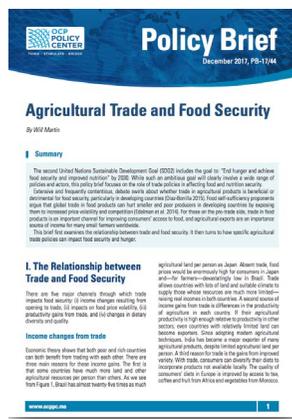
Dans cette publication, les deux auteurs examinent le rôle du secteur agricole comme la clé d'une croissance inclusive en Afrique, en faisant un parallèle entre les enseignements tirés de la littérature

économique et la place qu'occupe de nos jours le secteur agricole dans la structure des économies africaines. Ensuite, diagnostiquant la qualité de la croissance observée, les deux experts font constater que la productivité tirée de l'usage de l'ensemble des facteurs de production agricole poursuit une tendance à la hausse, et ce depuis plus de trois décennies.

Cette bonne nouvelle demande toutefois à être nuancée, au vu des différences dans les trajectoires nationales d'évolution du niveau de productivité totale, ainsi que la faible contribution des gains de productivité à la croissance agricole. L'occasion pour les analystes de relancer un appel à accélérer la mise en place de conditions favorisant plus de gains de productivité, insistant sur les efforts de recherche et développement, le transfert technologique, ainsi que des réformes et stratégies d'investissements appropriées, notamment dans les infrastructures.

La vision d'une Afrique intégrée qui prend de plus en plus forme n'a pas manqué de susciter des interrogations auprès des chercheurs en économie agricole de l'OCP Policy Center, notamment sur comment en faire une force pour le développement, en impactant la productivité et la compétitivité. Et vice versa, comment le développement agricole peut constituer un moteur de l'intégration africaine. **Mohammed Rachid Doukkali, Tharcisse Guèdègbé et Fatima Ezzahra Mengoub** ont, à ce sujet, décliné une vue réaliste de l'intégration africaine observée dans le milieu agricole. C'est l'objet, justement, de leur Policy Paper intitulé « *Diversité de l'agriculture africaine et commerce intracontinental : quelles opportunités pour l'intégration ?* ». Dans cette publication, qui a fait l'objet d'une présentation au Conseil économique, social et environnemental (CESE, Maroc), les auteurs expliquent comment l'agriculture pourrait constituer un moteur pour l'intégration en Afrique.

En se basant sur une analyse par milieu agroclimatique des niveaux de productivité et de production agricole, de l'évolution des capacités d'exportation ainsi que des complémentarités commerciales, les auteurs démontrent comment des gains de productivité, des gains à l'échange et la remontée dans les chaînes de valeur peuvent être réalisés, si les politiques publiques permettaient plus de transferts techniques et technologiques à l'intérieur du continent. Pour ce faire, ils ont insisté sur le rôle de la coordination des politiques publiques et la mise en place de stratégies régionales à même de transformer la diversité de l'agriculture africaine en une vraie force d'intégration.



Élément central de l'intégration, le commerce agricole a été au centre de l'analyse développée par Will Martin dans son Policy Brief intitulé « *Agricultural Trade and Food Security* » où il s'est particulièrement intéressé au débat sur l'intérêt de l'ouverture commerciale pour la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Il y a explicité les relations entre le commerce et la sécurité alimentaire, en mettant en relief quatre

canaux de transmission, à savoir l'amélioration des revenus suite à l'ouverture commerciale, les impacts de l'ouverture sur la volatilité des prix alimentaires, les gains de productivité résultant du commerce et les modifications dans la diversité et la qualité des régime alimentaires.

Will Martin expose, ensuite, ses recommandations pour les politiques publiques, en particulier les politiques commerciales employées à des fins d'éradication de la pauvreté et de la faim. Ceci en se basant sur une lecture critique des politiques de protection commerciales appliquées par les pays développés, que par ceux en voie de développement. Se focalisant sur les politiques de stabilisation des prix, il attire l'attention sur le fait que malgré leur efficacité, ces dernières contribuent à plus d'inflation et d'instabilité des prix sur le marché mondial.

## L'environnement au cœur des réflexions

Le thème environnemental a également été à l'ordre du jour de la réflexion menée par les experts de notre think tank. Changement climatique, gestion durable des ressources naturelles, efficacité et productivité de ces ressources, et bien d'autres thématiques, ont fait partie des problématiques soulevées pour assurer un développement durable et équitable dans des zones climatiquement sensibles, comme la région MENA.

## Stratégies d'adaptation face aux effets indésirables du changement climatique

Les ressources naturelles subissent, aujourd'hui, des pressions structurelles. Ces dernières peuvent être d'origine anthropique, résultant de la nécessité d'accroître la production pour satisfaire une demande sans cesse croissante, et/ou naturelle sous forme de catastrophes causées par des effets probables du changement climatique.

Dans son Policy Brief sous le titre « *Climate Change and the Water-Energy Food Nexus in the MENA Region* » Rabi Mohtar s'est intéressé à la question du changement climatique. Il y analyse des impacts du changement climatique sur les sécurités hydrique, énergétique et alimentaire des populations dans la région MENA. Considérée comme étant l'une des régions qui seraient probablement les plus impactées par le phénomène, la région MENA présente, malgré tout, des opportunités à saisir si des mesures d'adaptation et d'atténuation des externalités négatives étaient prises en compte lors de l'élaboration des stratégies de développements dans les pays qui la composent.

La compréhension des liens entre le changement climatique et le nexus eau-énergie-alimentation est une condition nécessaire pour développer des stratégies efficaces, afin de s'adapter aux effets négatifs du changement climatique. Pour ce faire, ces stratégies doivent s'articuler autour de quatre axes, à savoir le développement humain, le renforcement des capacités institutionnelles, la mise en œuvre d'activités pouvant réduire l'impact du changement climatique et la gestion des risques. Enfin, l'auteur souligne qu'une approche nexus de la gestion des ressources en eau est irréfutablement la clé de la résilience au changement climatique.

Dans la même optique, Khalid Berradi s'est fait l'écho, dans son Blog intitulé « *Harvard Arab Conference : Key Takeaways* », de sa participation à la conférence « *Harvard Arab Conference* ». L'auteur revient sur les idées et les recommandations qu'il a partagées avec les participants à ladite conférence, notamment son insistance sur la nécessité d'adopter une approche globale et intégrée dans la gestion des ressources naturelles, surtout face aux aléas climatiques et à l'augmentation de la demande.

## Énergies renouvelables dans la région MENA : un atout indéniable

Dans la prospective d'un développement probable des énergies renouvelables à travers le monde, la région MENA est perçue comme l'une des zones les plus prometteuses en termes de disponibilité des sources d'énergie alternatives. A contrario, cette région ne dispose pas de capital humain, de conditions socioéconomiques ou de politiques favorables à l'accompagnement d'un tel progrès. Au regard des potentialités de développement socioéconomique qu'offre l'utilisation de ces nouvelles formes d'énergie, Rabi Mohtar s'interroge sur la capacité des pays arabes à saisir ces opportunités, afin de se positionner comme leaders dans le passage vers la production d'énergie alternative, et d'en profiter pour apporter des solutions aux défis auxquels ils font face. Son autre Policy Brief, intitulé cette fois-ci « *What Role Can Renewable*

*Energy and Water and Food Securities Play for North Africa and the Middle East?* », l'auteur analyse à la fois les possibilités et les défis spécifiques pour cette région de s'orienter, de manière efficace et évolutive, vers la production d'énergie alternative.

Il démontre, par ailleurs, qu'une bonne planification d'un portefeuille des énergies renouvelables dans les pays de la région peut jouer un rôle utile dans leur quête de la réalisation des objectifs de développement durable. Réussir ces challenges exige, de la part des pays de la région MENA, de surmonter les déficiences par une implication publique, privée et civile.

## Ressources hydriques : efficacité, productivité et intégrité

La réalité des ressources naturelles au Maroc n'est pas sans rappeler celle de ses homologues situés dans la région MENA. Le Royaume figure, en effet, parmi les pays qui se caractérisent par des ressources hydriques rares et qui sont partagées entre plusieurs secteurs (agriculture, eau potable, énergie, etc.). L'adoption d'une approche intégrée dans la gestion des ressources hydriques par les secteurs privé et public est la condition nécessaire pour garantir un développement économique et social durable et soutenable.

Intitulé « *Morocco's Water Security : Productivity, Efficiency, Integrity* », le Policy Brief, publié par l'OCP Policy Center, conjointement avec *Global Nexus*, apporte davantage d'éclaircissements sur la question posée de la gestion de l'eau dans un contexte de rareté de la ressource, et présente les trois indicateurs sur lesquels il faut agir pour assurer la sécurité hydrique des populations. Le premier étant celui de la productivité qui fait référence à la valorisation de l'eau au long de la chaîne des valeurs. Le deuxième se rapporte à la notion de l'efficacité qui consiste en la minimisation de l'utilisation de l'eau. Enfin, le troisième paramètre concerne l'implication par les approches intégrées pour la gestion durable des ressources hydriques.

# ECONOMIE ET FINANCE DES MATIÈRES PREMIÈRES

« Durant l'année 2017, l'OCP Policy Center s'est également intéressé à l'analyse globale des tendances mondiales en termes de marchés des matières premières, en étudiant les facteurs déterminants de la formation des prix et les incidences de leurs fluctuations sur les économies marchandes, en accordant une importance particulière aux produits alimentaires, mines et énergie, le tout dans une perspective du Sud. »



La dynamique des prix des matières premières se trouve au cœur des publications de l'axe « Economie et finance des matières premières » de l'OCP Policy Center, dans un contexte d'envolée des prix des métaux en 2016 et 2017, après les années difficiles de 2014 et 2015.

## Tendances et cyclicité des prix

Comme le souligne Yves Jégourel dans son Policy Brief intitulé « Trop haut, trop vite, trop fort ? L'envolée du prix des minerais et des métaux en question », cette dynamique repose sur une sensible amélioration des fondamentaux du marché, du côté de la demande comme de l'offre. L'auteur souligne, toutefois, l'importance de mouvements spéculatifs. À court terme, la remontée des cours pose le risque d'une correction liée à des prises de bénéfices et à un retour à une plus grande rationalité. Le repli des cours qui a pu être observé depuis le début de l'année 2018 n'a-t-il pas largement confirmé cette analyse ? À plus long terme, elle pourrait perturber la décision d'investissement et induire une offre bien supérieure à la demande.



S'interroger sur la dynamique des prix des matières premières impose, également, de caractériser de façon précise l'évolution des cours en distinguant les tendances de (très) long terme, les cycles de moyen/long terme et la variabilité/volatilité à court terme. C'est donc logiquement qu'Yves Jégourel s'est intéressé à ces tendances de long terme dans un nouveau Policy Brief intitulé « Tendances et cyclicité du prix des matières premières (partie 1) : le débat sur l'hypothèse de Prebisch-Singer ». Cette hypothèse stipule que le rapport entre les prix des matières premières (exportées) et ceux des produits manufacturés

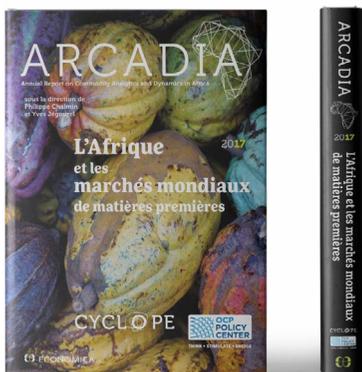
(importés) décroît dans le temps, ce qui conduit à une détérioration des termes de l'échange des pays producteurs. Elle pousse, en cela, à s'interroger sur la pertinence de la spécialisation sur le segment des matières premières que connaissent nombre de pays africains et, conséquemment, sur les stratégies pertinentes à mettre en œuvre pour s'engager sur la voie d'une diversification sectorielle favorisant la croissance et le développement économique.

## Nouvelles méthodes d'analyse quantitative et de prévision

Soucieux d'offrir des outils de prévision, les auteurs de l'axe « Économie et finance des matières premières » ont proposé des méthodes spécifiques dans un ouvrage intitulé « Quantitative Tools to Understand and Forecast Commodity Markets », coédité par Ahmed El Ghini, Yassine Msadfa et Youssef Saidi. L'objectif : comprendre le développement et la dynamique des marchés des matières premières, dont l'impact sur les revenus et le bien-être des pays consommateurs et producteurs est important.

## Marchés des matières premières : une Afrique légèrement rassérée

L'axe « Économie et finance des matières premières » a également été riche en publications. Le deuxième Annual Report on Commodity Analytics and Dynamics In Africa (Arcadia), paru en juin 2017, et coédité par Philippe Chalmin et Yves Jégourel, résulte de la collaboration entre l'OCP Policy Center et CyclOpe, qui publie le rapport de référence mondial sur les matières premières. Dans un contexte de rebond des prix de nombreuses matières premières et du maintien d'une



dynamique d'investissement soutenue, ce document de 344 pages passe en revue les marchés du cacao, du café, du minerai de fer, du pétrole, du gaz, du cuivre et du phosphate, entre autres. Le rapport met également en exergue la résilience de nombreux pays africains face à un contexte mondial assez terne,

tout en soulignant l'hétérogénéité du continent, aussi bien sur le plan de ses performances économiques que de son exposition aux chocs induits par les marchés mondiaux des matières premières (agricoles, minérales, énergétiques).

Dans le même contexte, **Yves Jégourel** synthétise les conclusions du rapport Arcadia dans un Policy Brief intitulé « **L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières : des réalités conjoncturelles aux défis structurels** ». Il y aborde un tableau contrasté avec une légère embellie en Afrique, malgré une hétérogénéité macroéconomique persistante. L'auteur met également l'accent sur des défis structurels tels que l'amélioration de l'attractivité du secteur extractif, la demande d'électrification et le renforcement de la sécurité alimentaire. On ne saurait s'intéresser aux marchés mondiaux de matières premières sans s'interroger sur le rôle de la Chine. C'est dans cette perspective qu'**Henri-Louis Védié** a écrit un Policy Brief intitulé « Chinese Mining Investments in Africa ». La question des investissements chinois dans les secteurs miniers des pays africains est, en effet, essentielle et revêt des aspects tout autant économiques que géopolitiques. L'auteur souligne notamment que si la présence chinoise s'est effectivement renforcée en 2017, elle s'inscrit dans une dynamique globale : les secteurs du transport et de l'énergie ont ainsi beaucoup plus profité des capitaux chinois que le secteur minier.

Pour sa part, **Helyette Geman**, qui signe un Policy Brief intitulé « **Electricity in Eastern Africa: The Case for Mini Hydro** », soutient que la production d'électricité doit être multipliée par un facteur important dans les années à venir, pour que l'Afrique de l'Est atteigne le taux de croissance nécessaire à l'amélioration de sa situation sociopolitique. Elle plaide en faveur de l'hydroélectricité en tant que source d'énergie renouvelable adéquate, car elle préserve l'environnement et permet d'atteindre des régions reculées avec un coût de financement optimal.

## Le secteur minier africain est-il prioritaire pour les investisseurs chinois ?

Dans son Policy Brief, intitulé « **Les investissements miniers chinois en Afrique** », **Hervé Louis-Védié** propose un focus dans lequel il examine très minutieusement les tenants et aboutissants des investissements chinois dans le secteur minier en Afrique. Données à l'appui, chiffrées mais pas seulement, l'auteur commence par livrer la réalité de ces investissements. Outre une déclinaison détaillée des minerais "convoités" par les opérateurs chinois, l'analyste dresse une liste des pays destinataires.

Selon **L. Védié**, les investissements chinois dans ce secteur bénéficient à une douzaine de pays du continent africain. Ces douze destinations se partagent, et à des degrés divers, un total de vingt gisements. Dans la seconde partie de son article, l'auteur affirme que contrairement à une idée en vogue, le secteur minier en Afrique ne constitue pas une priorité aux yeux des investisseurs chinois.



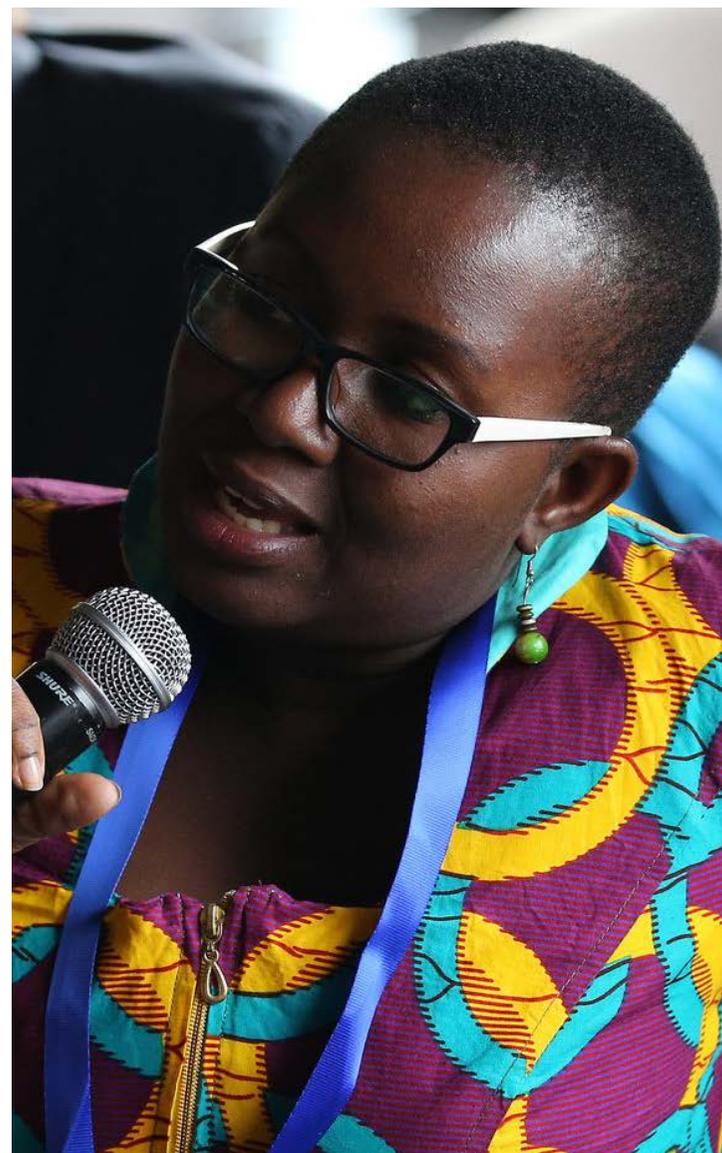
**STIMULATE**

# Atlantic Dialogues Emerging Leaders Program

L'édition 2017 des **Atlantic Dialogues Emerging Leaders** (ADEL) a réuni **50 professionnels** âgés de 23 à 35 ans pour des sessions et des ateliers personnalisés avant le début de la conférence des Atlantic Dialogues. Les participants retenus se sont distingués parmi plus de **1 000 candidats**, grâce à leurs capacités de leadership et de prise d'initiative, leurs visions dans leurs domaines respectifs et leur impact sur leurs communautés, avec une volonté claire d'inclure les pays du Sud dans le dialogue transatlantique.

Pour la première fois depuis le lancement du programme en 2012, le continent africain a été substantiellement représenté à l'édition 2017, soit **50 % des participants**. Ce fort taux de participation de ressortissants africains s'explique notamment par le thème de la conférence sur les Atlantic Dialogues, qui était « **L'Afrique dans l'Atlantique : le temps de l'action** », et qui visait d'inclure davantage de voix africaines dans les forums internationaux.

La répartition par sexe faisait ressortir **23 femmes** et **27 hommes**, frôlant la barre d'une parité parfaite. De plus, 15 participants venaient du secteur privé dont la plupart étaient des entrepreneurs. C'est dire que les Atlantic Dialogues Emerging Leaders 2017 forment un groupe diversifié, solide et représentatif de l'esprit de la conférence.



50

Participants



23

Femmes



27

Hommes



1

Au cours de la première journée du programme, les ADEL 2017 ont participé à plusieurs activités, parmi lesquelles un panel sur "Les changements technologiques, les compétences et l'emploi de demain"

avec comme intervenants le scientifique nigérian Ade Mabougunje, spécialiste en design thinking de l'université de Stanford, ainsi que Martine Kappel experte danoise spécialisée dans le développement personnel et fondateur de True North Leadership au Kenya.



# 2

La deuxième journée du programme, qui s'est déroulée à l'**Université polytechnique Mohammed VI**, a été marquée par la mise en liaison de la promotion 2017 des ADEL avec leurs anciens. Avec 80 personnes impliquées dans les discussions, l'OCP Policy Center a pu organiser avec succès des ateliers de réflexion afin d'établir une plateforme d'engagement pour la communauté des Atlantic Dialogues Emerging Leaders.







Les ADEL ont également pris part à la conférence Atlantic Dialogues immédiatement après le programme en tant que participants à part entière, de même qu'ils ont eu l'occasion de tisser des liens avec des personnalités du bassin atlantique. L'objectif recherché de l'inclusion d'un programme de leaders émergents dans la conférence Atlantic Dialogues était de développer le dialogue intergénérationnel.





Lors de cette édition, les ADEL ont eu une minute chacun afin de présenter leurs idées de projets à fort impact sur le changement social, économique et politique devant le public présent. Cette série de prise de parole a constitué l'une des nouveautés introduites à l'occasion de cette édition.



# Programme de stages d'été

Des opportunités exceptionnelles pour l'épanouissement des jeunes



L'OCP Policy Center offre aux étudiants de niveau avancé et aux nouveaux diplômés l'opportunité de réaliser un stage à plein temps, sur une période allant de 3 à 6 mois. L'objectif est d'acquérir une expérience pratique et de développer les compétences des étudiants-stagiaires dans les domaines de la recherche, de l'organisation d'évènements et de la gestion de projets.

Ceci notamment à travers un bon encadrement des stagiaires, en les impliquant à tous les niveaux et en variant leurs activités

entre travaux de recherche, élaboration d'ébauches de rapports, compilation de données statistiques, tâches administratives, assistance à la gestion d'évènements et de médias, gestion de projets, etc. Les stagiaires sont également encouragés à participer de manière active aux séminaires de recherche, aux tables rondes, aux ateliers, et aux groupes de discussion organisés par OCP Policy Center et ses partenaires, traitant d'un large répertoire de problématiques revêtant une importance cruciale pour la réflexion sur les intérêts stratégiques du Maroc et du continent africain.



## Lotfi El Jai

Stagiaire à OCP Policy Center durant l'été 2017

« Je garde de bons souvenirs de mon expérience suite à ma période de stage à l'OCP Policy Center. Expérience courte mais combien formatrice et enrichissante. Poursuivant mes études aux États-Unis, j'ai fait le choix de rentrer au Maroc, durant la période d'été 2017, pour suivre un stage parmi l'équipe de l'OCP Policy Center, en étant convaincu qu'il s'agissait d'une opportunité unique. Avec le recul, je peux vous affirmer que je ne me suis pas trompé. L'OCP Policy Center m'a non seulement donné la bonne expérience de stage, mais a également facilité ma transition vers mes études de maîtrise en affaires internationales. Mon diplôme est très interdisciplinaire, et c'est exactement ce que j'ai eu comme expérience au sein du think tank. J'ai eu l'occasion de m'intéresser à des sujets allant des relations internationales, l'économie, la migration, l'éducation, la sécurité ainsi que d'autres domaines, et ce dans une perspective du Sud. Cette période de stage m'a véritablement outillé pour la suite de mon cursus universitaire, dans un délai de 3 mois seulement. Le staff de l'OCP Policy Center est très qualifié et veille à ce que chacun des stagiaires apprécie son expérience autant que possible. Ses membres sont toujours là pour vous soutenir, s'assurer que vous êtes toujours impliqué dans le déroulement de votre stage et pour vous permettre d'acquérir un grand sens de maturité professionnelle.

Lors de mon passage à l'OCP Policy Center, j'ai été mis en contact avec de nombreux décideurs et politiciens influents, comme **Paulo Portas**, ancien vice-Premier ministre du Portugal.

Pour résumer, c'était un espace et un environnement où vous êtes amené à vous investir sans relâche et où, aussi, votre contribution est reconnue et bien appréciée. Voilà qui était venu briser les stéréotypes que j'avais sur les stages au Maroc »

# Club de bénévolat

Propulser les étudiants et les juniors dans la vie active



Afin d'aider à la préparation et d'assurer le bon déroulement de ses événements, OCP Policy Center offre l'opportunité aux étudiants et aux jeunes professionnels en début de carrière ayant un intérêt pour les domaines de notre think tank, de participer de manière directe et opérationnelle à l'organisation de conférences et d'acquérir, de ce fait, une expérience pratique dans l'évènementiel institutionnel.

En 2017, plus d'une centaine de bénévoles ont été sélectionnés suite à un appel à candidatures. Les bénévoles contribuent activement à la réussite de nos manifestations.



**BRIDGE**

# Conférences, colloques et dialogues stratégiques

Economie, développement, sécurité, relations internationales... Sur un vaste éventail de sujets, l'OCP Policy Center s'est trouvé au cœur d'une soixantaine d'événements en 2017, en tant qu'organisateur ou partenaire de débats.

Des présentations de publications ont été faites auprès d'une dizaine d'institutions au Maroc, dans l'optique d'une réflexion approfondie sur les politiques publiques. En outre, **32 tables rondes**, séminaires et ateliers ont été abrités dans les locaux du think tank à Rabat, en présence d'experts venus de tous les horizons, nationaux et internationaux, dans un esprit d'ouverture, de dialogue et de partage.

Un nouveau rendez-vous a été lancé en juillet 2017 avec la première édition de la Conférence annuelle africaine sur la paix et la sécurité (**Africa Peace and Security Annual Conference - APSACO**). L'évènement vise à ouvrir un débat africain de fond sur les questions de sécurité, tout en posant la question de la place de l'Afrique dans la discussion géostratégique globale. Sous le thème de « **L'autonomisation stratégique de l'Union africaine** », la première **APSACO** a rassemblé, à Rabat, une centaine d'intervenants, décideurs politiques, militaires, experts et représentants de la société civile, issus de 20 pays dont 16 du continent africain.

L'Afrique a également été au cœur de la réflexion menée par OCP Policy Center lors de la 6<sup>ème</sup> édition de la Conférence **Atlantic Dialogues**, en décembre 2017 à Marrakech. Avec pour thème « **L'Afrique dans l'Atlantique : le temps de l'action** », cette conférence a réuni plus

de **350 participants de 70 nationalités**, venus d'Afrique, d'Europe, des Etats-Unis et d'Amérique latine. Les travaux de la conférence ont été déclinés au travers d'une série de sessions plénières et de dîners-débats permettant des discussions informelles en cercle restreint sur des sujets précis.

Lancée en 2012, la conférence a gardé le cap sur son objectif initial : « changer les cartes mentales ». Autrement dit, désenclaver le bassin Atlantique Sud du débat géostratégique mondial, par le biais d'une discussion équilibrée, informée et soucieuse de faire porter les voix du Sud.

L'OCP Policy Center a, par ailleurs, co-organisé ou participé à **55 conférences internationales** à travers le monde, de New York à New Delhi, en passant par Sao Paulo, Rabat, Addis Abeba, Paris, Londres et Bruxelles. Le think tank est intervenu en tant que partenaire d'institutions aussi diverses que la Banque mondiale, le Haut-Commissariat au Plan (Maroc), l'Institut Montaigne, le Cercle CycloPé ou encore l'Ethiopian Development Research Institute (EDRI).

En partenariat avec l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS), basé à Paris, et avec le soutien de la Compagnia di San Paolo, OCP Policy Center a accueilli, à Rabat le 4 avril 2017, **les Dialogues stratégiques UE-Afrique**, dans le cadre du rapport « African Futures », publié en septembre par l'EUISS. Une réflexion prospective sur les tendances africaines à l'horizon 2025 en a été tirée, pour évaluer leurs impacts sur l'Europe.

De même, la seconde édition du rapport Arcadia sur l'Afrique dans le marché mondial des matières premières a été présentée à Paris avec le Cercle CycLOpe, pour faire le point sur l'impact de la conjoncture mondiale sur le continent et offrir une vision cohérente des défis africains. Les premiers Dialogues stratégiques entre le Maroc et l'Éthiopie se sont déroulés à Addis Abeba, pour examiner les enjeux de la coopération Sud-Sud et de l'insertion du continent dans les chaînes de valeur mondiales. Il convient également de citer, parmi les points forts de l'année 2017, la conférence sur les « perspectives

politiques de l'Afrique », qui s'est tenue à Rabat entre des experts africains renommés, sur des thèmes pointus et cruciaux pour l'avenir du continent.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord n'ont pas été en reste, avec la présentation conjointe à Rabat, par la Banque mondiale et OCP Policy Center, du rapport sur les perspectives économiques de la région MENA. « Six ans après, vers un nouveau contrat social », tels ont été les termes des débats.





55 Evènements



11 Pays



13 Villes





2  
Events  
**Brussels**

2  
Events  
**Rome**

1  
Event  
**New Delhi**

2  
Events  
**Addis Ababa**



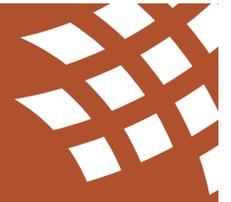


# Nos principaux événements

## **L'Agenda de l'OCP Policy Center s'enrichit de deux nouveaux grands rendez-vous**

**Dans ce récapitulatif** de l'axe évènementiel de l'activité de l'OCP Policy Center au titre de l'année 2017, le choix d'accorder la primeur à deux événements, en s'écartant de l'enchaînement chronologique des manifestations, s'est imposé à nous.

Pour l'OCP Policy Center, cette année 2017 aura été porteuse de deux grandes premières : La 1<sup>ère</sup> édition de la Conférence annuelle sur la paix et la sécurité en Afrique (APSACO) et celle des Dialogues stratégiques entre l'OCP Policy Center et l'Institut de recherche en développement de l'Ethiopie (Ethiopian Development Research Institute - EDRI).



# Première édition de la Conférence annuelle sur la paix et la sécurité en Afrique (APSACO)

Juillet 2017 - Rabat



La première édition de la Conférence annuelle sur la paix et la sécurité en Afrique (APSACO) a été lancée les 10 et 11 juillet 2017 à Rabat, dans l'optique d'un débat africain sur la sécurité, ainsi que sur la place du continent dans la production du discours géostratégique mondial. A la question posée par le thème de la conférence, « Quelles options possibles pour l'autonomie stratégique de l'Union africaine ? », **80 participants** venus de **20 pays**, dont 16 africains, ont apporté des éléments de réponse. **Mohamed Diane**, ministre guinéen de la Défense, a présenté dans son discours d'introduction le passif – des tensions identitaires, le manque de moyens, une crise de leadership sur le continent et son isolationnisme. Dressant des pistes d'avenir, il a souligné le besoin d'explorer « de nouvelles formes de souveraineté garantissant la sécurité collective face à des menaces communes » ayant trait au terrorisme, à la famine, au climat et à la santé.

**Essy Amara**, ancien Secrétaire général de l'OUA et ancien ministre des Affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, a insisté sur l'implication des populations dans le sentiment d'une sécurité collective. **Hubert Védrine**, ancien ministre français des Affaires étrangères et **Paulo Portas**, ancien ministre de la Défense et vice-Premier ministre du Portugal, ont replacé

les enjeux africains dans le cadre plus large du contexte international, en pleine mutation, avec ses facteurs d'incertitude et ses changements rapides, liés à l'ère du numérique. Parmi les invités de marque, le **vice-amiral Michael Franken**, commandant adjoint des opérations militaires de l'US Africa Command (AFRICOM) et **Sir John Scarlett**, vice-président du Royal United Services Institute (RUSI) et ex-directeur des services secrets britanniques (MI6), ont également contribué aux débats. Les chercheurs présents comprenaient, entre autres, le Sud-Africain **Greg Mills**, directeur de la Brenthurst Fondation à Johannesburg et **Bronwyn Burton**, directeur adjoint de l'Atlantic Council aux Etats-Unis.

Quatre conversations se sont déroulées avec des personnalités politiques, ainsi que cinq sessions plénières. Les débats ont notamment porté sur la nécessaire indépendance financière de l'UA et la mise en œuvre de la réforme proposée par le président du Rwanda, **Paul Kagamé**, le prélèvement d'une taxe de 0.2 % sur les importations des pays membres de l'organisation continentale. Il a aussi été question de l'impérative définition, par l'UA, de sa propre doctrine militaire, l'implication des populations, la pensée d'une nouvelle forme de souveraineté et une approche holistique de la sécurité collective.



1. **Vice-Amiral Michael Franken**, Adjoint au commandant des opérations militaires (Africom)
2. **Andrew Hamman**, Attaché de défense auprès de l'Ambassade des Etats-Unis au Maroc
3. **Essy Amara**, Ancien ministre des Affaires étrangères et secrétaire général de l'OUA Côte d'Ivoire
4. **Sir John Scarlett**, Vice-Président du "Royal United Services Institute" (RUSI) et ancien chef des services de renseignement britanniques "Secret Intelligence Service (MI6)" 2004-2009
5. **Mohamed Loulichki**, Senior Fellow, OCP Policy Center

6. **Rachid El Houdaigui**, Senior Fellow, OCP Policy Center
7. **Paulo Portas**, Ancien vice-Premier ministre – Portugal
8. **Greg Mills**, Directeur de Brenthurst Fondation - Johannesburg
9. **Air Vice Marshal Griffiths Santrofi Evans**, Commandant du Centre international de formation au maintien de la paix Kofi Annan (KAIPTC)
10. **Lt-Gen Airiyu G. Mohammed**, Ancien ministre de la Défense, Nigeria



# Dialogues stratégiques en Ethiopie

« Stratégies de croissance et politiques industrielles :  
Vers une transformation structurelle en Afrique »

Février 2017 - Addis Abeba, Ethiopie



L'Institut de recherche en développement de l'Éthiopie (**Ethiopian Development Research Institute - EDRI**) et l'**OCP Policy Center** ont co-organisé, à Addis-Abeba, les 8 et 9 février 2017, la première édition de leurs Dialogues stratégiques, une plateforme de dialogue sur les politiques économiques. Cette toute première avait pour thème « Stratégies de croissance et politiques industrielles : Vers une transformation structurelle en Afrique ».

Le ton des travaux de la conférence a été donné par les échanges au titre d'une table ronde, suivis d'un séminaire composé de quatre panels et de deux sessions de discussions avec des intervenants éthiopiens et marocains qui ont débattu des grands défis communs.

Admettre l'existence d'obstacles, se concentrer sur des initiatives ciblées et discuter des réponses politiques appropriées aux menaces changeantes, de l'évolution rapide des structures de marché, ou même des politiques commerciales non coordonnées, a été au cœur des discussions. Les panélistes, **Ahmed Abitew**,

ministre éthiopien de l'Industrie, **Neway Gebre-ab**, ancien conseiller économique en chef du Premier ministre et Directeur exécutif de l'Institut éthiopien de recherche pour le développement (EDRI), et **Fathallah Oualalou**, Senior Fellow, OCP Policy Center, entre autres intervenants, ont abordé des questions liées aux résultats potentiels en termes d'impact sur le paysage du développement international et d'appui attendu de la part des organisations multilatérales.

Des économistes, dont **Yohannes Ayalew**, vice-gouverneur et économiste en chef, Banque nationale d'Éthiopie, ont soutenu que l'Afrique ne peut pas s'engager dans une transformation structurelle, passant d'activités à faible productivité à des activités à productivité élevée, sans développer ses infrastructures. Un tel développement ne peut toutefois se produire sans une intervention délibérée des gouvernements compte tenu des défaillances à la fois des marchés et de l'absence de coordination.

Les orateurs, dont **Araya Girmay** (Directeur général de l'Autorité routière éthiopienne), ont discuté du rôle des partenariats entre les secteurs public et privé (PPP) en Afrique, des principaux défis de ces partenariats, de l'inclusion des collectivités locales et de leur contribution à la croissance globale du pays, ainsi que de la position des acteurs étrangers qui transfèrent leur expertise et leurs compétences.

Le panel présidé par **Assed Ziyad** (ministre d'Etat, ministère du Commerce, Éthiopie), a examiné les raisons de la non-participation de l'Afrique aux chaînes de valeur mondiales. Elles vont d'un cadre institutionnel inadéquat à un manque d'engagement et de leadership. Le panel a discuté des opportunités à saisir par l'Afrique subsaharienne pour repenser sa position dans les chaînes de valeur mondiales. Enfin, la migration industrielle, en particulier en provenance d'Asie, peut offrir des opportunités aux pays africains ayant un climat d'investissement propice à la mise à niveau rapide de leurs systèmes de production.

6<sup>ème</sup> édition

# ATLANTIC DIALOGUES 2017

## L'Afrique dans l'Atlantique : le temps de l'action

Décembre 2017 - Marrakech



De l'Afrique il sera également, et grandement, question dans les travaux de la 6<sup>ème</sup> édition de la Conférence **Atlantic Dialogues** qui, comme son intitulé le laisse supposer, ne traite pas du continent isolément mais plutôt en le situant dans sa perspective atlantique.

Tenue, à Marrakech, du 11 au 13 décembre 2017, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, cette édition avait pour thème « **L'Afrique dans l'Atlantique : le temps de l'action** ». Les participants avaient pour objectif de se pencher sur les grands défis géopolitiques et économiques du bassin Atlantique Sud.

La conférence a rassemblé, en plus de quelque **340 participants**, appartenant à différents horizons, et représentant **70 pays**, une cinquantaine de jeunes leaders émergents.

Pour permettre un échange équilibré dans lequel les voix du Sud sont entendues, des personnalités politiques, fonctionnaires, chercheurs et décideurs économiques sont venus de toute la côte africaine - de l'Afrique du Sud au Maroc, en passant par le Nigeria - mais aussi des Amériques et de l'Europe. Pour la 6<sup>ème</sup> édition de la conférence, en effet, les participants représentaient, pour près de moitié, des pays du continent africain, soit **30 % d'Afrique subsaharienne** et **19 % du Maroc**, **21 % d'Europe**, **18 % d'Amérique du Nord** et **9 % d'Amérique latine**. Les représentants des institutions internationales représentaient **21 % des invités**, **le secteur privé 15 %**, **les groupes de réflexion 23 %**, **les universités 14 %** et **les médias 7 %**. Depuis son lancement en 2012 par l'OCP Policy Center et le German Marshall Fund of the United States (GMF), un think tank américain basé à Washington, la Conférence Atlantic Dialogues est devenue une plateforme de débat et d'échanges de référence.



**Aminata Touré**, Ancienne Premier ministre du Sénégal



**Rabi H. Mohtar**, Senior Fellow, OCP Policy Center

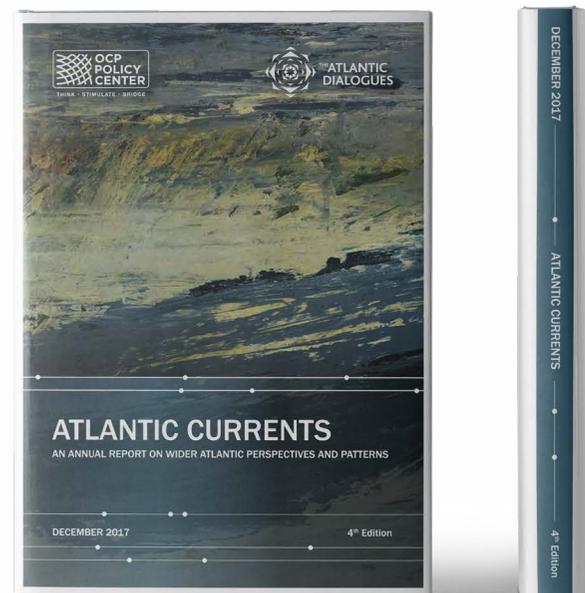




**Rachid El Houdaigui**, professeur de relations internationales à l'Université Abdelmalek Essaadi (Tanger) et Senior Fellow à l'OCP Policy Center, à l'ouverture des Dialogues atlantiques 2017.

Bien que l'Atlantique Sud n'ait pas été très présent dans les perceptions dominantes, en raison des zones linguistiques héritées de l'ère coloniale et de l'organisation géopolitique établie au XX<sup>ème</sup> siècle, l'OCP Policy Center est convaincu de son importance pour l'avenir de l'Afrique. Loin d'être isolé du reste du monde, ce vaste continent doit mettre en évidence sa longue histoire d'échanges avec l'Europe et les Amériques.

Au cours des six dernières années, l'OCP Policy Center a manifesté un vif intérêt pour les grands enjeux atlantiques, par le biais d'événements internationaux, tels que les Groupes stratégiques atlantiques au Brésil et au Sénégal. De nombreux articles et ouvrages ont également été publiés, dont le rapport annuel Courants atlantiques (Atlantic Currents), une extension de la contribution analytique fournie par les Dialogues atlantiques.



# ATLANTIC CURRENTS

## le rapport annuel

Ce rapport apporte un éclairage nouveau sur les défis auxquels l'Atlantique est confronté, en exprimant les points de vue du Sud sur la scène internationale. Rédigé par des chercheurs associés de l'OCP Policy Center, ce document appuie et approfondit les idées abordées au cours des Atlantic Dialogues. Six thèmes ont ainsi été traités dans l'édition 2017 : le partenariat entre l'Afrique et l'Amérique latine, entre sentimentalisme et réalisme ; migration africaine : un motif de panique ? ; affronter une nouvelle génération de terroristes et envisager des capacités de réponse continentales communes ; vers l'appropriation par l'Afrique de sa réalité et de son potentiel maritimes ; une véritable convergence économique

en Afrique : données probantes et implications ; indicateurs du processus d'intégration dans la région atlantique.

Les éditions précédentes du rapport ont porté sur l'axe dominant de l'Atlantique Nord, Bruxelles-Washington (2014) et la nécessité de changer les « cartes mentales », pour s'assurer que les relations Sud-Sud et l'Afrique soient incluses dans les perceptions globales de l'Atlantique (2015). Elles se sont penchées sur la « révolution de l'énergie verte » en Afrique, la nouvelle stratégie mondiale de l'Europe, la finance en Amérique latine et en Afrique, ainsi que sur le rôle de la religion dans les relations internationales (2016).



1. **El Mostafa Rezrazi**, Senior Fellow, OCP Policy Center / 2. **Yassine Msadfa**, Research Assistant, OCP Policy Center / 3. **Rachid El Houdaigui**, Senior Fellow, OCP Policy Center  
4. **Abdelhak Bassou**, Senior Fellow, OCP Policy Center / 5. **Tayeb Ghazi**, Economist, OCP Policy Center

## S'appropriier le récit

La première session d'Atlantic Dialogues en 2017, intitulée « L'Afrique raconte sa propre histoire », est allée au-delà d'une simple déclaration ou d'un manifeste. Elle a jeté les bases d'un engagement fort et d'une source de propositions, en adéquation avec l'action et les multiples publications de l'OCP Policy Center.



Njoya Tikum

Le récit sur l'Afrique n'émane toujours pas du continent mais d'ailleurs, a déclaré **Njoya Tikum** (Cameroun), conseiller régional en matière de lutte contre la corruption et de gouvernance économique pour le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) à Addis Abeba. **Quand The Economist a fait sa couverture sur « L'Afrique, un continent sans espoir », il nous a fallu dix ans pour nous défaire de cette perception. Maintenant, nous sommes « en essor ». Comment puis-je être en essor si la République démocratique du Congo (RDC) ne peut pas produire ses propres téléphones avec tout son coltan ? Ou si la Côte d'Ivoire produit 99 % du cacao mondial mais n'en fait rien, laissant les profits du chocolat à la Belgique, la Suisse ou l'Allemagne ?**

**Oby Ezekwesili** (Nigeria), co-fondatrice de Transparency International et conseillère senior de l'Africa Economic Development & Policy Initiative, a renforcé ce propos : **« Nous ne pouvons pas encore nous permettre de nous vanter des performances de la dernière décennie. L'Afrique a connu la croissance, mais n'a pas réussi la transition entre une économie fondée sur les matières premières à une économie manufacturière et de services. C'est là que réside le défi. Tout n'est pas perdu pour nous. Si nous pouvons corriger nos politiques, nous avancerons vite. »**



Oby Ezekwesili

En revenant sur le « processus de maturation » des démocraties africaines, elle a déclaré sans complaisance que **« tôt ou tard, la politique ne sera plus déterminée par un club d'élite parasite qui agit comme une bande criminelle sur notre continent, mais par les citoyens ! »**

## Le Rwanda et l'Ethiopie, deux exceptions africaines ?

Le présentateur de BBC Newsday, **Alan Kasujja**, a mentionné sans les nommer « **deux pays qui s'en sortent le mieux en Afrique mais qui sont écrasés par l'Occident** » et s'est demandé : « **L'Afrique comprend-elle ses propres solutions politiques ?** ». A cette interrogation, **Njoya Tikum** a répondu que « **des pays comme le Rwanda et l'Ethiopie n'ont pas basé leurs plans sur ce que le Japon ou la France pensent. Ils ont leur vision et leur propre histoire. Mais globalement, en Afrique, nous avons encore ce sentiment que notre confiance, nos énergies doivent être liées d'une manière ou d'une autre à nos influences extérieures** ».

Lors des sessions plénières sur des thématiques comme l'« état de l'économie mondiale et ses implications pour le développement » ou encore sur l'exploitation du potentiel économique de l'Afrique et de ses liens mondiaux, les mêmes réflexions ont été formulées à propos de la question clé de la gouvernance, **Dominique Strauss-Kahn**, ancien directeur du Fonds monétaire international (FMI) et économiste, a tracé des perspectives incertaines à long terme en raison de « **la montée des inégalités entre et au sein des pays, des bas salaires, de la baisse de la productivité du travail et de la finance (liée à la dette latino-américaine et aux excès financiers chinois)** ».

Alan Kasujja



Dominique Strauss-Kahn



# MIGRATIONS

## Migration africaine : une histoire qui mérite d'être racontée différemment

**Les faits contredisent les perceptions dominantes sur la migration africaine, dépeinte comme un fléau.** Quelles sont la nature, les causes et les conséquences de ces flux ? Un examen à froid des chiffres montre que 80 % des migrations africaines se font à l'intérieur du continent. Elles ne représentent que 10 % de la migration mondiale. De plus, seulement 12 % des migrants africains partent pour l'Europe, 6 % en Asie et en Afrique du Nord et 2 % ailleurs dans le monde. C'est également le cas de l'Afrique de l'Ouest, région d'où proviennent la plupart des migrants. **Une part massive de 70 % des migrants nés en Afrique de l'Ouest ne quittent pas l'Afrique. Seuls 15 % d'entre eux partent pour l'Europe, tandis que 15 % préfèrent les États-Unis et d'autres destinations dans le monde.** Cinq grands pays d'accueil attirent une forte proportion d'Africains : l'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, le Nigeria, le Kenya et l'Éthiopie. Marginalement concentrée sur l'Europe, la migration africaine représente non pas un fardeau, mais une opportunité. La raison ? Le besoin de main-d'œuvre qui s'y fait ressentir, dans des pays où la natalité poursuit son déclin.



Après une remarque sur l'héritage laissé par l'esclavage et la colonisation en Afrique, **Laoye Jaiyeola**, PDG du Nigerian Economic Summit Group, un groupe de pression émanant du secteur privé, a rétorqué : **« L'Afrique est responsable de ses problèmes ! Nous devons revisiter la question du leadership politique sans parler d'A, B ou C. Je ne serais pas obligé d'aller en Angleterre si l'environnement sanitaire, scolaire et commercial était bon dans mon pays ! Notre problème est qu'il n'y a pas d'inclusion. Les gens ont faim et sont pauvres. Les petits agriculteurs ont besoin de systèmes agricoles pour transformer leur production et stopper les pertes de récolte (40 % au Nigeria, parce qu'il n'y a pas d'infrastructures leur donnant accès aux marchés. Il nous faut juste commencer à transformer nos matières premières. Avec le bon leadership, nous pourrions résoudre en dix ans les problèmes en Afrique »**. Cette franchise, s'est encore manifestée lors de deux sessions plénières sur les thèmes suivants : « Politique agricole en Afrique et changement technologique » et « Combler le déficit de financement de l'Afrique : nouveaux acteurs, défis de longue date ».



Au cours d'une séance plénière sur « L'exploitation du potentiel économique de l'Afrique et ses liens mondiaux », la cofondatrice nigériane de Transparency International, ancienne vice-présidente de la Banque mondiale et conseillère senior pour l'Africa Economic Development & Policy Initiative, a réagi à une remarque venant de la salle sur l'héritage laissé par des siècles de colonisation. Loin d'une posture rituelle de lamentation, elle a répondu, dans le droit fil des propos tenus par **Laoye Jaiyeola** :

« Je ne perdrai pas mon temps à discuter de ce qui nous a été fait, mais de ce que nous nous infligeons. Nous devons certainement tirer les leçons du passé, mais si nous voulons libérer le potentiel de l'Afrique, c'est une réflexion prospective qui s'impose. L'Afrique n'a pas fait partie de la révolution agricole ou industrielle, certes. Elle n'en participe pas moins à la révolution des TIC, susceptible de la sortir de son échec politique. Lorsque les migrants traversent la Méditerranée, ils considèrent toujours les risques de mourir comme moins élevés qu'une vie sur le continent... Comment obtenir une gouvernance efficace et optimiser les facteurs ? »

## Sécurité en Afrique : Le Sahel, encore le Sahel

La sécurité dans le Sahel et ses implications transatlantiques, un sujet sensible, a été abordé avec franc-parler par Youssef Amrani, ancien ministre délégué des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (Maroc) et chargé de mission au Cabinet Royal. « Le G5 Sahel est important parce qu'il renforce la sécurité et l'intégration de la région, mais nous n'irons pas de l'avant sans Etats forts. Avec une bonne structure magrébine cohérente, nous aurions pu contribuer à la résolution du conflit libyen. Nous avons besoin d'une vision. Les affreux, eux, en ont une. "Al-Qaïda" et "Isis" ont une vision dans tout le monde islamique, du Golfe jusqu'au Sud ».

La capacité d'action du G5 Sahel fait néanmoins des sceptiques, à l'instar du général à la retraite Nick Parker, Senior Fellow au Royal United Services Institute (RUSI) à Londres, aux commandes lors de l'intervention britannique de 2002 en Sierra Leone. Formé en 2014 par cinq pays (Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad, Mauritanie), le G5 Sahel est censé déployer, depuis juillet 2017, quelque 5000 hommes en plus de l'opération française Barkhane (3000 soldats). Or, les appuis financiers de l'Union européenne (50 millions de dollars), des Etats-Unis (60 millions), de l'Arabie Saoudite (100 millions), et des Emirats Arabes Unis (30 millions) n'avaient pas permis de déployer plus de 1000 hommes fin 2017. « Qui commande ?, s'est interrogé le général Nick Parker. Il faut avoir la plus grande clarté sur la structure de commandement pour réussir sur le terrain. Comment permettre aux forces de la région d'atteindre cet objectif ? Les défis actuels exigent du leadership. Qui va se lever dans la région pour l'assumer ? Je n'entends pas beaucoup parler du Nigeria », fera-t-il remarquer.

## Les leçons à tirer des interventions étrangères en Afrique

« L'action ponctuelle d'une puissance étrangère pour une situation urgente est acceptée. Quand cela dure, non. Le civil qui développe et démocratise peut-il tout de suite prendre la place du militaire ? ». **Abdelhak Bassou** a abordé en ces termes la légitimité des forces étrangères en Afrique, en dehors des missions de maintien de la paix des Nations-Unies. « L'UA a pris position pour passer du principe de non-ingérence à celui de non-indifférence, a rappelé Michelle Ndiaye, Secrétaire générale du Tana Forum. Les interventions militaires venant d'Afrique sont mieux acceptées ».

« Le succès des interventions extérieures n'est pas assuré en Afrique, a estimé **Alessandro Minuto-Rizzo**, directeur du Defense College Foundation de l'Otan. Au contraire, il est très incertain, comme l'a montré l'opération Restore Hope en 1992 en Somalie. L'opération française Serval a été très utile au Mali en 2013, mais deux ans plus tard, "Al-Qaïda" était toujours présent en différents points du pays. ». Un risque important a été souligné par **J. Peter Pham**, vice-président et directeur de l'Africa Center de l'Atlantic Council (Etats-Unis) : « **Devenir un autre belligérant dans le conflit, en raison des perceptions sur qui l'a emporté** ».

# Développement de l'Afrique : perspectives latino-américaines

Un débat sur les partenariats Sud-Sud s'est déroulé en présence de **Lionel Zinsou**, ancien Premier ministre du Bénin, qui a invité à « regarder la géographie africaine avec d'autres lunettes, toute la zone allant de Lagos à Abidjan représentant à elle seule "un pays" plus intéressant que tout le Nigeria ».

Une session de clôture a ensuite permis à trois anciens chefs d'Etat de livrer leurs analyses sur l'Afrique, ses trajectoires de développement et ses rapports avec l'Amérique latine. **Miguel Angel Rodriguez Echeverria**, ancien président du Costa-Rica, a estimé que la « confiance est cruciale » envers la décision politique et le gouvernement. « Sans confiance des électeurs, il est difficile de formuler des politiques susceptibles de transformer l'économie. L'élection de Donald Trump et le Brexit sont des signes de perte de confiance dans les partis établis et les hommes politiques. (...) Dans les points communs concernant l'Amérique latine et l'Afrique figure le besoin partagé de sécurité légale. Nous avons besoin d'avoir confiance

dans l'application des lois, d'ouvrir les marchés pour attirer les hauts niveaux de compétence nécessaires à des économies productives, et d'appliquer les politiques fiscales qui peuvent réduire les risques financiers ».

**Federico Ramon Puerta**, ancien président argentin et ambassadeur d'Argentine en Espagne, a évoqué le potentiel du tourisme comme « dimension permanente de la croissance », à exploiter aussi bien en Amérique latine qu'en Afrique. « Les liens et connections entre l'Afrique et l'Amérique latine viendront avec le succès économique et le talent des entrepreneurs des deux continents ». **Eduardo Duhalde**, ancien chef d'Etat argentin, a quant à lui rappelé que « certains pays d'Afrique ont des ressources pétrolières non utilisées. La coopération entre pays d'Afrique et d'Amérique latine est possible (...) mais nous avons de sévères lacunes en termes de connectivité des moyens de transport. Nous ne pouvons pas nous permettre de n'avoir aucun vol direct de l'Afrique vers l'Amérique latine ! »



1. Miguel Ángel Rodríguez Echeverría, Ancien président, Costa Rica. / 2. Lourival Sant'Anna, Journaliste, CBN / Estadão / Exame.  
3. Eduardo Duhalde, Ancien président, Argentine. / 4. Federico Ramon Puerta, Ancien président, Argentine.

Nos principaux  
événements

# Dialogue stratégique UE-Afrique

Scruter les tendances et décrypter les situations

Avril 2017 - Rabat



En partenariat avec l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS) et en coopération avec la fondation italienne Compagnia di San Paolo, basée à Turin, l'OCP Policy Center a accueilli à Rabat, le 4 avril 2017, cette conférence internationale qui s'inscrit dans le cadre du projet « African Futures ». Il s'agit d'étudier l'évolution des tendances et situations africaines à long terme, d'ici 10 à 15 ans, en anticipant sur leurs conséquences en Europe.

Au total, **30 pays**, **40 institutions internationales** et **40 organisations marocaines** étaient présents. En outre, **80 experts** des deux continents ont partagé leurs points de vue sur un large éventail de questions d'intérêt commun. L'Afrique étant un vaste continent présentant de fortes spécificités par pays et par sous-régions, un accent particulier a été mis sur des questions transversales, telles que la mobilité, les ressources et leur impact sur la stabilité et la sécurité.

Ont été passés en revue les perspectives de développement, l'avenir des populations et des villes et la lutte contre le terrorisme. Un panel politique en a tiré une réflexion prospective, pour esquisser les différentes variantes du scénario de l'avenir. Un rapport sur les Futurs africains à l'horizon 2025 a été publié par l'EUISS en septembre 2017, reposant en partie sur cette conférence qualifiée de « majeure » par l'EUISS, « en ligne avec le positionnement du Maroc comme pont entre l'Afrique et l'Europe ».



**Antonio Missiroli**, Directeur, l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS)

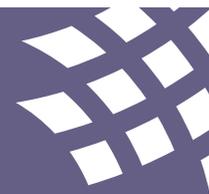


**Jalal Abdel-Latif**, Senior Fellow, OCP Policy Center



**1. Youssef Amrani**, Chargé de mission au Cabinet royal . / **2. Karim El Aynaoui**, Directeur général, OCP Policy Center.

**Antonio Missiroli**, Directeur, l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (EUISS) / **4. Kidane Kiros**, Directeur, *Institute for Peace & Security Studies* (IPSS).



# Débats et discussions autour du rapport de la Banque Mondiale « Perspectives régionales et économie de la reconstruction d'après-guerre »

Avril 2017 - Rabat





En partenariat avec la Banque Mondiale, l'OCP Policy Center a lancé, le 17 avril 2017 à Rabat, la nouvelle édition du Rapport de suivi de la situation économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA). Intitulé « Perspectives régionales et économie de la reconstruction d'après-guerre », ce document expose les perspectives macroéconomiques et les difficultés à court terme des pays de la région MENA. Outre l'évaluation du coût économique des conflits en Libye, en Syrie et au Yémen, des stratégies de reconstruction ont été proposées pour bâtir et harmoniser la stabilité de la région.

#### Les travaux de la conférence ont consisté en deux tables rondes.

La première, sur le thème « Six ans après le printemps arabe : La situation économique de la région MENA et ses perspectives de croissance et de réforme », a montré que toutes les économies de

la région MENA ont été touchées, directement ou indirectement. Un tableau de l'activité économique a été brossé, avec des précisions sur les freins à la croissance et l'impact des crises sur les pays voisins.

Le thème de la seconde table ronde « L'économie de la reconstruction d'après-guerre dans la région : vers un nouveau contrat social », a permis de se pencher sur les deux grands axes de l'effort de reconstruction à venir, à savoir le remplacement des infrastructures et le renforcement d'institutions inclusives, dont l'absence a été l'une des raisons des conflits. La reconstruction n'ira pas sans retour sur la racine des conflits : la crise de confiance entre citoyens et gouvernants. Aussi la question du contrat social a-t-elle été centrale dans le débat. La conférence, diffusée en direct sur Internet, a été retransmise sur France 24 pour partager l'information avec le plus grand nombre.



1. **Marie Françoise Marie-Nelly**, Banque mondiale - Directrice du Département Maghreb et Malte, Moyen-Orient et Afrique du Nord / 2. **Massa Mufti-Hamwi**, Cofondatrice et présidente du groupe Sonbola pour l'éducation et le développement / 3. **Fathallah Oualalou**, Senior Fellow, OCP Policy Center / 4. **Abdallah Saaf**, Senior Fellow, OCP Policy Center

# Colloque sur la croissance économique au Maroc : théories, évidences, et leçons des expériences récentes

Mai 2017 - Rabat



En partenariat avec OCP Policy Center, le Haut-commissariat au plan (HCP) du Maroc a organisé, le 18 mai 2017 à Rabat, un colloque abordant, sous divers angles, le développement du Maroc, dans un contexte de croissance soutenue (**5 % durant les années 2000, contre 3 % durant les années 1990**). Le contexte est, par ailleurs, marqué par le déclin relatif de la dépendance à l'égard de l'agriculture et de l'exposition du pays aux aléas climatiques.

Les conséquences de la crise financière internationale de 2008-2009 n'ont pas été immédiates au Maroc. Elles ont néanmoins affecté l'activité, en raison du ralentissement de la demande européenne. Cette situation a, par ailleurs, révélé les limites de la stratégie de croissance axée sur l'expansion de la demande intérieure, sous l'impulsion d'un taux d'investissement public élevé et d'une croissance contrôlée des salaires.

Cette conférence a permis de faire le point sur la croissance au Maroc et de répondre à de nombreuses questions sur l'efficacité des investissements publics, la relation entre le marché du travail, la compétitivité et la croissance, ainsi que sur le rôle de l'Afrique subsaharienne comme nouveau moteur de croissance.



**Abdelhak Allalat**, Secrétaire général par intérim, Haut-Commissariat au Plan

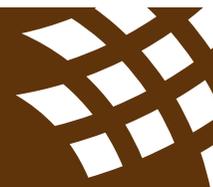


**1. Idriss El Abbassi**, Enseignant-chercheur en économie, Université Mohammed V de Rabat  
**2. Aomar Ibourk**, Senior fellow, OCP Policy Center.



**Said Tounsi**, Enseignant-chercheur en économie, Université Mohammed V de Rabat





# Présentation du rapport ARCADIA sur les matières premières en Afrique

Juin 2017 - Paris, France





La seconde édition du Rapport annuel sur “**L’Afrique et les marchés mondiaux de matières premières**” a été présentée par OCP Policy Center et le Cercle CyclOpe, le 20 juin 2017 à Paris, en présence de **50 participants**. Ce rapport de 270 pages, écrit par une trentaine d’experts internationaux, a été supervisé par **Yves Jégourel**, Senior Fellow d’OCP Policy Center et **Philippe Chalmin**, professeur à l’Université Paris-Dauphine et président fondateur du Cercle CyclOpe. Il offre une vision cohérente du marché des matières premières, avec un point de vue africain.

C’est le visage d’une Afrique légèrement rassérénée qui est apparu en 2016. Si la croissance mondiale est restée assez terne et le commerce international atone, le rebond des prix de nombreuses matières premières et le maintien d’une dynamique d’investissement

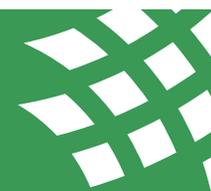
ont, en effet, quelque peu obscurci le ciel de l’économie africaine en 2015. Une légère embellie, donc, qui illustre la résilience dont ont fait preuve nombre de pays africains, mais qui ne peut faire oublier que l’hétérogénéité du continent demeure, tant au regard des performances économiques des pays qui le composent que de la conjoncture des différents marchés de commodités (agricoles, minérales, énergétiques) auxquels il est exposé.

L’année 2016 a, par ailleurs, été marquée par des événements politiques ou géopolitiques majeurs dont les conséquences ne peuvent être négligées. Car s’intéresser à l’Afrique et aux marchés mondiaux de matières premières, c’est embrasser d’un même regard la réalité des marchés du cacao ou du café, celui du minerai de fer, du pétrole, du gaz, du cuivre ou du phosphate tout en observant avec acuité les mutations structurelles du continent. C’est pouvoir apprécier le développement économique de nombreux pays africains sans oublier l’importance des défis économiques, logistiques ou humains que le continent se doit encore de relever. C’est aussi pouvoir multiplier et croiser les analyses, qu’elles soient économiques, juridiques, financières ou géopolitiques : l’approche que le rapport Arcadia tente, précisément, de développer au travers de ses chapitres sur la sécurité alimentaire et les politiques agricoles africaines, le financement des économies africaines, la géopolitique régionale, la réforme des codes miniers ou sur la question essentielle de l’électrification du continent.



1. **Francis Perrin**, Senior Fellow, OCP Policy Center / 2. **Bénédicte Chatel**, Directrice associée, Commod Africa / 3. **Philippe Chalmin**, Fondateur, Cyclope & Professeur, Université Paris-Dauphine  
4. **Abdelhak Bassou**, Senior Fellow, OCP Policy Center / 5. **Yves Jégourel**, Senior Fellow, OCP Policy Center

Nos principaux  
événements



# Séminaire : Cohésion sociale, institutions et politiques publiques

Juin 2017 - Rabat





L'ouvrage, intitulé "**Cohésion sociale, institutions et politiques publiques**", dirigé par **Abdallah Saaf**, Senior Fellow à OCP Policy Center, a fait l'objet d'une présentation, le 30 juin 2017, à la Bibliothèque nationale du Royaume du Maroc (BNRM). Il est le fruit des différentes réflexions échangées à l'occasion d'une conférence organisée en 2016, suivie par des contributions écrites. Il part de ce constat : alors que le Maroc se développe sur le plan économique, les revendications sociales se multiplient, nécessitant une réponse qui s'avère multidimensionnelle.

La notion de « **cohésion sociale** » est traitée sous l'angle de ses fondations historiques au Maroc, mais aussi de la « reconnaissance inachevée de l'expertise citoyenne », en posant les enjeux de la participation citoyenne.



**1. Mustapha El Mnasfi**, Enseignant-chercheur, Université Mundiapolis à Casablanca / **2. Meryeme El Anbar**, Chercheuse, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Rabat - Agdal, Maroc / **4. Mohammed Haddy**, Politologue et professeur de l'enseignement supérieur, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme à Rabat / **5. Abdelkrim Azenfar**, Directeur, Office de Développement de la Coopération (ODCO) / **6. Hamid Ait Lemqaddem**, Enseignant-chercheur, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion / **7. Bouchra Sidi Hida**, Chargée de recherche, Centre d'Etudes et de Recherche en Sciences Sociales

# NOTRE ÉQUIPE



**Karim EL AYNAOUI**  
Managing Director



**Fatima NADDARI**  
Managing Director Assistant



**Mehdi BENOMAR**  
Lead International Relations  
Specialist



**Sara Hasnaa MOKADEM**  
International Relations  
Specialist



**Ihssane GUENNOUN**  
Program Officer



**Youssef TOBI**  
Research Assistant



**Amal EL OUASSIF**  
Research Assistant -  
International Relations



**Malik ABADDI**  
Program Assistant



**Abdelaaziz AIT ALI**  
Senior Economist



**Mouhamadou LY**  
Senior Economist



**Rim BERABAB**  
Economist



**Tayeb GHAZI**  
Economist



**Tharcisse GUEDEGBE**  
Research Assistant



**Badr MANDRI**  
Research Assistant



**Fatima Ezzahra MENGOU B**  
Research Assistant



**Yassine MSADFA**  
Research Assistant



**Hamza SAOUDI**  
Research Assistant



**Nisrine OUZZANI CHADI**  
Partnerships Manager



**Yassir ESSYAGI**  
Junior Program Officer



**Lilia RIZK**  
Program Officer



**Saad BENNANI**  
Events Manager



**Lina ACHOUBA**  
Program Assistant



**Rim RIOUCH**  
Program Assistant



**Mokhtar GHAILANI**  
Editor in Chief



**Nassim HAJOUJI**  
Program Assistant



**Youssef AIT EL KADI**  
Graphic Designer



**Hasnaa TADILI**  
Communication Officer



**Asmaa TAHRAOUI**  
Database Manager



**Sanaa RAHBI**  
IT Manager



**Soukaina LAABIRI**  
Junior Operation Officer



**Mehdi SALHI**  
Operations Manager



**Samia SADEQ**  
Financial & Operations Officer

# NOS EXPERTS



## LE DÉVELOPPEMENT À LONG TERME



**Jalal Abdel-Latif**

Responsable à la division du Renforcement des capacités au sein de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) Ethiopie



**Pierre-Richard Agénor**

Professeur à l'Université de Manchester Grande-Bretagne



**Eduardo Amaral Haddad**

Professeur à l'Université de São Paulo Brésil



**Uri Dadush**

Chercheur associé à Bruegel USA



**Hinh T. Dinh**

Professeur à l'Université de l'Indiana USA



**Aomar Ibouk**

Professeur à l'Université Cadi Ayyad Maroc



**Larabi Jaïdi**

Ancien professeur à l'Université Mohamed V Maroc



**Moubarack Lo**

Président de l'Institut émergence et conseiller auprès du Premier ministre Sénégal



**Prakash Loungani**

Conseiller au Fonds monétaire international et professeur à l'Université de Vanderbilt USA



**Fathallah Oualalou**

Ancien Ministre de l'Economie et des Finances et ancien professeur à l'Université Mohammed V Maroc



**Landry Signé**

Consultant au Centre des études africaines de l'Université de Stanford USA



**Vera Songwe**

Secrétaire exécutive de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique Cameroun



## LA GÉOPOLITIQUE ET LES RELATIONS INTERNATIONALES



**Abdelhak Bassou**  
Ancien directeur de  
l'Institut Royal de Police  
Maroc



**Bouchra Rahmouni  
Benhida**  
Professeur  
à l'Université Hassan I  
Maroc



**Alfredo Da Gama e  
Abreu Valladão**  
Professeur à Sciences  
Po Paris  
France



**Marcus Vinicius de  
Freitas**  
Professeur à la  
Fondation Armando  
Alvares Penteadó  
Brésil



**Rachid El Houdaigui**  
Professeur à l'Université  
Abdelmalek Essaadi  
Maroc



**Mohamed Louichki**  
Ancien représentant  
du Maroc auprès des  
Nations unies  
Maroc



**Aziz Mekouar**  
Ambassadeur du  
Maroc en Chine  
Maroc



**Jamal Machrouh**  
Ecole nationale de  
commerce et de  
gestion, Université Ibn  
Tofaïl - Kénitra  
Maroc



**El Mostafa Rezrazi**  
Professeur à l'Université  
Mohammed V  
Maroc



**Abdallah Saaf**  
Ancien Ministre de  
l'Education et  
Professeur à l'Université  
Mohammed V  
Maroc



## L'ÉCONOMIE ET LA FINANCE DES MATIÈRES PREMIÈRES



**Tayeb Amegroud**  
Fondateur de GPower  
Consultants  
Maroc



**Rabah Arezki**  
Chef de l'Unité des  
matières premières  
et environnement au  
Fonds monétaire  
international  
USA



**Ezana Bocresion**  
Directeur associé de  
Aeneas Holdings  
USA



**Laura El-Katiri**  
Consultante  
Internationale  
en Energies  
Emirats Arabes Unis



**Helyette Geman**  
Professeur à  
l'Université John  
Hopkins  
France



**Yves Jégourel**  
Professeur à l'Université  
de Bordeaux et à  
Toulouse Business  
School  
France



**Francis Perrin**  
Directeur de l'Institut des  
relations internationales et  
stratégiques et professeur à  
l'Université Jean Moulin Lyon 3  
France



## L'AGRICULTURE, L'ENVIRONNEMENT ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



**Mohamed Rachid  
Doukkali**  
Professeur à l'institut  
agronomique et  
vétérinaire Hassan II  
Maroc



**Rabi H. Mohtar**  
Professeur,  
Texas A&M University  
  
USA



**Isabelle Tsakok**  
Université Columbia,  
School of International  
and Public Affairs  
(SIPA)  
USA

# LISTE DES PUBLICATIONS

BLOG

BOOKS & REPORTS

INTERNATIONAL JOBS REPORT

POLICY BRIEF

POLICY NOTES AND PAPERS

RESEARCH PAPER

SPECIAL ISSUES IN ACADEMIC JOURNALS



## DÉVELOPPEMENT À LONG TERME

Titre	Type
Atlantic Dialogues - African Economies Integrate The New Global Context	Blog
NAFTA in Play: How President Trump could reshape trade in North America	Blog
Colombia: Getting Peace, Getting Growth	Blog
Beyond the Ballot: Turkey's Economy at Crossroads	Blog
Brazil's Pension Reform Proposal is Necessary and Socially Balanced	Blog
Trade Backlash and the World Trade Organization	Blog
Does Brazil's Sector Structure Explain Its Productivity Anemia?	Blog
How Did Cuba Make it Online?	Blog
The Metamorphosis of Financial Globalization	Blog
The Education Puzzle	Blog
Jobs, Industrialization, and Globalization	Blog
African migration : why the story has to be told in another way	Blog
Atlantic Dialogues Emerging Leaders, Day One	Blog
Atlantic Dialogues Emerging Leaders, première journée	Blog
Atlantic is strategic - and so is the South-North balance !	Blog
Jobless growth : still a question mark...	Blog
The Atlantic Dialogues: A participant's perspective	Blog
Atlantic Currents: An Annual Report on Wider Atlantic Perspectives and Patterns	Books and Reports
Jobs, Industrialization, and Globalization	Books and Reports
Towards EU-MENA Shared Prosperity	Books and Reports
Cohésion Sociale, institutions et politiques publiques	Books and Reports

Egalité de genre, politiques publiques et croissance économique au Maroc	Books and Reports
International Jobs Report : Edition 2017	International Jobs Report
Jobs in the Middle East North Africa, and the Moroccan case (Arabic version available as well)	Policy Brief
Overlapping Globalizations	Policy Brief
<b>الوظائف والتصنيع والعولمة</b>	Policy Brief
Linkages and Interdependence in Moroccan Regions	Policy Brief
Wage stagnation in the United States: some international implications	Policy Brief
Decoupling economic growth from CO2 emissions in the world (FR : Découplage entre croissance économique et émissions de dioxyde de carbone dans le monde)	Policy Brief
Matchmaking Finance and Infrastructure	Policy Brief
Long-term finance and BNDES tapering in Brazil	Policy Brief
The Future of Globalization	Policy Brief
U.S. Economic Policy Toward Africa: The Path to More Collaboration	Policy Brief
The Global Outlook and Morocco	Policy Brief
Europe's role in North Africa: development, investment and migration	Policy Brief
Road map for enhancing Morocco – Brazil economic relations	Policy Brief
Rethinking development finance: towards a new “possible trinity” for growth?	Policy Brief
The Mist of Central Bank Balance Sheets	Policy Brief
Will America Trigger a Global Trade War?	Policy Brief
Relations entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne : Quels potentiels pour le commerce et les investissements directs étrangers ?	Policy Brief
The Protectionist's Progress: Year 1	Policy Notes and Papers
The Economic Effects of Refugee Return and Policy Implications	Policy Notes and Papers
La complexité de la remontée des chaînes de valeur mondiales : cas des industries automobile et aéronautique au Maroc et en Tunisie	Policy Notes and Papers
Chinese Investors in Ethiopia: The Perfect Match?	Policy Notes and Papers
Public service delivery – What matters for successful implementation and what can policy leaders do?	Policy Notes and Papers
Policy Implementation – A synthesis of the Study of Policy Implementation and the Causes of Policy Failure	Policy Notes and Papers
Morocco-Brazil economic relations: Current situation and strategies for a deeper relationship	Policy Notes and Papers
A Practitioner's Guide for Building the Interregional Input-Output System for Morocco, 2013	Research Paper
Manufacturing Employment Elasticity and Its Drivers in Developing and Emerging Countries : Focus on Sub-Saharan Africa	Research Paper
High and Persistent Skilled Unemployment In Morocco: Explaining it by Skills Mismatch	Research Paper
Growth and Jobs in Developing Economies: Trends and Cycles	Special Issues in Academic Journals



## GÉOPOLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Titre	Type
The Brazilian Debt Hangover	Blog
Economic Diplomacy Elevating Morocco into a Continental 'Soft Power'	Blog
India - Morocco Ties: Looking at Cooperation from an Agricultural Perspective	Blog
Perspectives politiques du futur de l'Afrique : Renforcement de la gouvernance démocratique pour répondre durablement aux défis de développement et de sécurité.	Blog
Strengthening Civil Society for Conflict Prevention and Resolution in the Horn of Africa	Blog
Zimbabwe/Afrique du Sud : Mugabe tombe, Zuma vacille	Blog
How can African academia, media and civil society shape the narratives of Africa?	Blog
Les relations Nord-Sud au coeur des Atlantic Dialogues	Blog
Repenser l'éducation, quelles compétences pour les métiers de demain ?	Blog
Can Africa really benefit from its demographic dividend to accelerate growth?	Blog
Sécurité, partenariats Sud-Sud et regards latino-américains	Blog
Ade Mabogunje: «Innovation takes courage and a strong team spirit»	Blog
Synthesis Report : African Peace and Security Annual Conference – APSACO	Books and Reports
African Union: What are the Possible Options for Strategic Autonomy?	Books and Reports
Dialogues Stratégiques : Volume II	Books and Reports
Accumulation du capital et gains de productivité au Maroc	Books and Reports
China-Morocco-Africa: An Innovative Agribusiness Partnership	Policy Brief
Social Cohesion, Institutions and Public Policies	Policy Brief
State, Borders and Territory in the Sahel: The Case of the G5 Sahel (FR: L'Etat, les frontières et le territoire au Sahel : Cas du G5 Sahel)	Policy Brief
African Union: What are the Possible Options for Strategic Autonomy ? (FR: Union Africaine : Quelles options d'autonomie stratégique possibles ?)	Policy Brief
When politics darkens the independence of South African justice (FR: Lorsque la politique occulte l'indépendance de la justice sud-africaine)	Policy Brief
Development and/or security: Issues concerning the relationship between the European Union, the Maghreb and the Sahel (FR: Développement et/ou sécurité : Enjeux de la relation entre l'Union européenne, le Maghreb et le Sahel)	Policy Brief

Defense, Time For Necessary Adjustments (FR: La défense à l'heure des adaptations nécessaires)	Policy Brief
Africa's natural resources and geopolitical realities (FR: Ressources naturelles et réalités géopolitiques de l'Afrique)	Policy Brief
Europe in North Africa: Fighting Short-Termism	Policy Brief
Reviving Multilateral Security Dialogue in the MENA: Finding the Hard, but Possible, Compromise	Policy Brief
African Architecture for Peace and Security: Design relevance and achievement challenges (FR: Architecture Africaine de Paix et de Sécurité : Pertinence dans la conception et difficultés dans les réalisations)	Policy Brief
Morocco's great return to the African Union (FR: Le grand retour du Maroc à l'Union Africaine)	Policy Brief
Returning foreign terrorist fighters: An imminent threat to manage (FR: Retour des combattants terroristes étrangers : Une menace imminente à gérer)	Policy Brief
Coopération contre la criminalité transnationale: Cas de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud - ZOPACAS (EN: Cooperation Against Transnational Crime: The Case of the Zone of Peace and Cooperation of the South Atlantic)	Policy Brief
Multilateralism: what is the political (geo) resonance for steel? (FR: Multilatéralisme : quelle résonance (géo) politique pour l'acier ?)	Policy Brief
Al-Qaïda vs. Daech in the Sahel: What to expect? (FR: Le Sahel face aux tendances Al-Qaïda et Daech: Quel dénouement possible ?)	Policy Brief
Qu'est-ce qu'une bonne réforme du secteur de sécurité ?	Policy Notes and Papers
U.S. Visions of China - From Henry Kissinger to Donald Trump	Policy Notes and Papers
Chine-Maroc-Afrique : Un partenariat agroalimentaire novateur	Policy Notes and Papers
Combattants terroristes étrangers : Le temps des retours	Policy Notes and Papers
China's Expanding Energy and Geopolitical Linkages with Central Asia and Russia: Implications for Businesses and Governments	Policy Notes and Papers
Defence & Security Acquisition - a Guide to a Complex System	Policy Notes and Papers
Challenges for Transatlantic Counterterrorism Cooperation in North Africa	Policy Notes and Papers
New Space: L'impact de la révolution numérique sur les acteurs et les politiques spatiales en Europe	Policy Notes and Papers
Brazilian and Moroccan Policies for Sub-Saharan Africa: Description and Elements for Assessment	Policy Notes and Papers



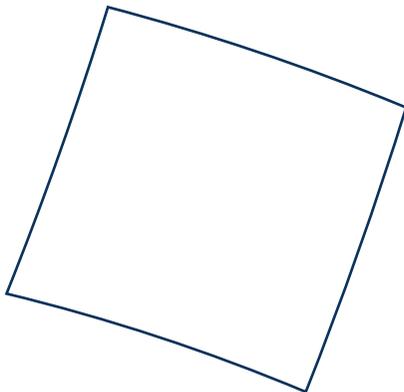
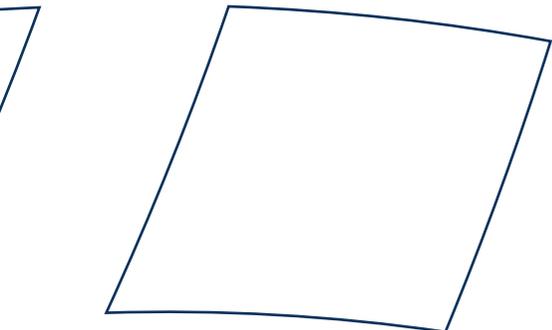
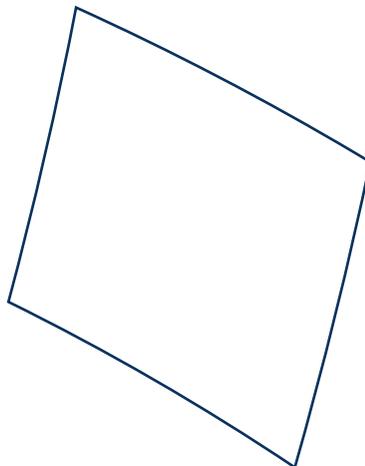
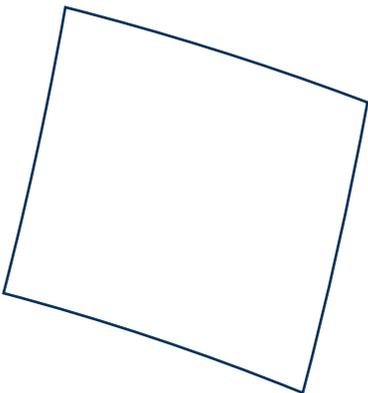
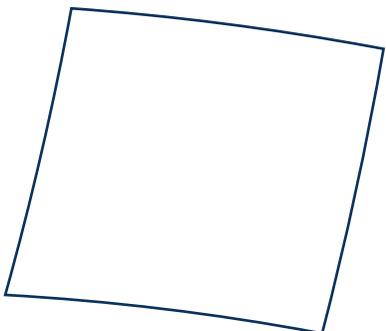
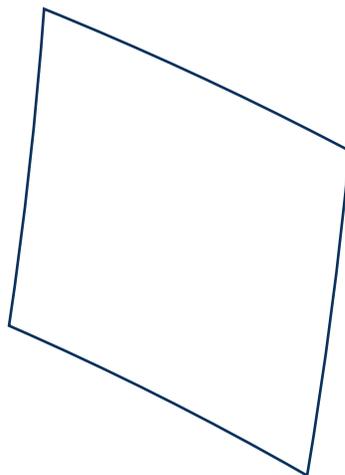
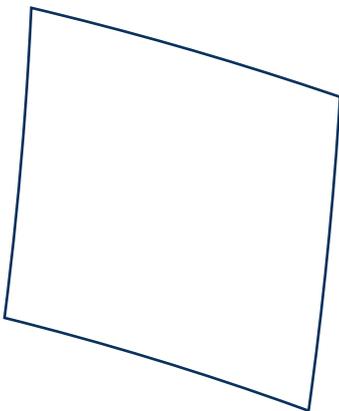
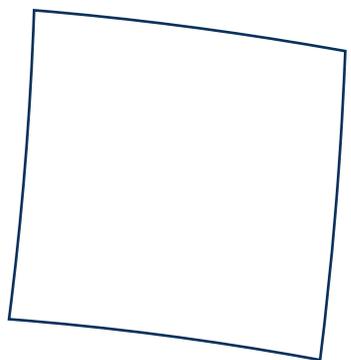
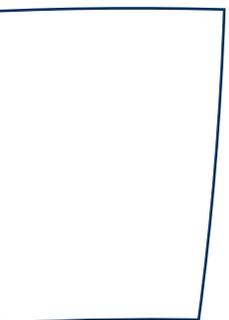
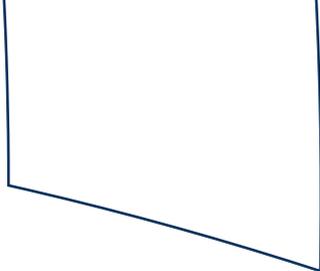
## ÉCONOMIE ET FINANCE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Titre	Type
Quantitative Tools to Understand and Forecast Commodity Markets	Books and Reports
Africa and the Global Commodity Markets	Books and Reports
Méthodes mathématiques avancées pour l'analyse économique	Books and Reports
Too high, too fast, too loud? Questioning the soaring prices of minerals and metals (FR: Trop haut, trop vite, trop fort ? L'envolée du prix des minerais et des métaux en question)	Policy Brief
Trends and cyclicity of commodity prices (Part 1): debating the Prebisch- Singer hypothesis	Policy Brief
Tendances et cyclicité du prix des matières premières (partie 1): le débat sur l'hypothèse de Prebisch-Singer	Policy Brief
Capital accumulation and productivity gains in Morocco	Policy Brief
Africa and global commodity markets: from cyclical realities to structural (FR: L'Afrique et les marchés mondiaux de matières premières: des réalités conjoncturelles aux défis structurels)	Policy Brief



## AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Titre	Type
Harvard Arab Conference: Key Takeaways	Blog
Agricultural Trade and Food Security	Policy Brief
Morocco's Water Security : Productivity, Efficiency, Integrity	Policy Brief
What Role Can Renewable Energy and Water and Food Securities Play for North Africa and the Middle East ?	Policy Brief
Electricity in Eastern Africa: The Case for Mini Hydro	Policy Brief
Revival of Agricultural Productivity in Africa: Hoping for Better Food Security (FR: Relance de la productivité agricole en Afrique : l'espoir d'une sécurité alimentaire)	Policy Brief
Climate Change and the Water-Energy- Food Nexus in the MENA Region	Policy Brief
Diversité de l'agriculture africaine et commerce intracontinental : quelles opportunités pour l'intégration	Policy Notes and Papers
Emissions de Dioxyde de Carbone et Croissance Economique au Maroc : Une Analyse de la Courbe Environnementale de Kuznets	Research Paper



**CRÉDIT PHOTOS**

[www.gettyimages.fr](http://www.gettyimages.fr)

[www.stocklib.fr](http://www.stocklib.fr)

**PHOTOTHÈQUE OCP POLICY CENTER**

[flickr.com/photos/142333681@N04/albums](https://www.flickr.com/photos/142333681@N04/albums)

**COMPOSITION GRAPHIQUE**

Youssef Ait El Kadi, Graphic Designer, OCP Policy Center



## OCP POLICY CENTER

Centre d'Affaires Riyad – Sud 4<sup>ème</sup> Etage

Mahaj Erryad, Rabat - Maroc

Email : [contact@ocppc.ma](mailto:contact@ocppc.ma)

Téléphone : +212 5 37 27 08 08

Fax : +212 5 37 71 31 54

Site : [www.ocppc.ma](http://www.ocppc.ma)

Pour nous suivre sur les Réseaux Sociaux :



Pour télécharger notre Application Mobile :



RePEc